

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 28 FÉVRIER 1978 - N° 642

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76. 1,70 F

## • La Barbe !

Le coiffeur de monsieur Barre est bien à plaindre : si jamais le SMIC devait être porté à 2 400 francs, a-t-il dit au premier ministre, il devrait licencier deux sur trois des employés qu'il paye royalement 1 800 francs par mois. Le coiffeur de Marchais n'est pas mieux loti : augmentation ou pas du SMIC, le voilà purement et simplement menacé de fermer boutique.

Monsieur Barre n'a pas demandé leur avis aux trois employés à 1 800 francs.

Et ils auraient peut-être dit que le sort de leur patron, comme celui du coiffeur de Marchais, dont on ne sait pas combien il paie ses employés, est le cadet de leurs soucis.

Depuis le temps qu'à droite comme à gauche, on nous promet que demain, on raserait gratis, il n'est en tout cas pas étonnant que la solidarité professionnelle ait joué si fortement pour défendre la boutique.

## Quand L'Humanité appelle à «l'action»

# DE QUI SE MOQUE LE PCF ?



La lecture des paroles que Georges Marchais a prononcées à Saint Etienne les aura rapidement détrompés : «*Tout dépend de vous. Et tout dépend d'une date : le 12 mars, le premier tour des élections législatives.*» Voilà donc un point parfaitement éclairci : ce parti qui a jeté aux ories la dictature du prolétariat, dans les mots comme dans les faits, ce parti qui appelait à une suspecte «*Union du peuple de France*» au-dessus des classes, ce parti qui, lors de son 22<sup>e</sup> congrès, avait choisi de donner le maximum de garanties aux cadres et de leur promettre la société de leurs rêves, ce parti-là, quand il se remet à s'adresser à la classe ouvrière, c'est pour s'assurer les sièges ministériels qu'il réclame à cor et à cris.

Rassurez-vous ! braves gens ! Ce n'est pas un appel à la révolte !

Lundi matin quelques-uns, en voyant la première page de L'Humanité dans leur kiosque, se seront frottés les yeux en se demandant s'ils étaient bien réveillés ou s'ils rêvaient encore. Barrant toute la page, un appel solennel : «*Le PCF aux ouvriers : agissez, c'est le moment !*» Le premier ministre de Giscard aurait-il lancé un nouveau plan d'austérité ? Une vague de licenciements supplémentaire serait-elle annoncée dans la sidérurgie ou le textile ? De nouvelles entreprises occupées par les travailleurs auraient-elles fait l'objet d'agressions policières ? Le PCF qui, depuis des mois, s'est efforcé de réduire à néant la volonté ouvrière de riposte à toutes ces attaques de la bourgeoisie au pouvoir, s'était-il décidé à mobiliser hardiment les masses pour y porter un coup d'arrêt ?

La ficelle aujourd'hui, est grosse : la mobilisation électorale, succédant à la liquidation des luttes, parle bien pour elle-même. Demain, il faut s'y attendre, le procédé pourrait être différent : ayant obtenu les ministres dont il a besoin pour la première phase de sa conquête de l'appareil d'Etat, le parti de Marchais n'hésiterait pas à recourir dans un deuxième temps à des méthodes extra-parlementaires pour poursuivre son entreprise. Mais la nature de celle-ci ne changera pas pour autant : foncièrement anti-ouvrière, elle ne vise qu'à manipuler, notre classe pour parfaire ensuite le système de son exploitation.



## ÉTHIOPIE Le général en chef est russe !

Aujourd'hui, les soldats cubains qui viennent mener en Ethiopie une guerre dont les peuples de la région ne veulent pas, seraient déjà au nombre de 10 000. C'est Pétrov, général russe, chef adjoint des forces terrestres de l'URSS et membre du Comité central du parti de Brejnev, qui dirige en personne les opérations.

Devant ce caractère massif, sans précédent, de l'intervention du social-impérialisme qui menace gravement la liberté et la souveraineté des peuples de la région, et qui voit dans la soumission du continent africain, un pas important en direction de la domination de l'Europe, le département d'Etat américain proteste, il demande à Brejnev «*des efforts constructifs de chacun pour résoudre les conflits locaux.*» Pour l'impérialisme US, le conflit de la Corne d'Afrique n'est qu'un élément dans le cadre d'un marchandage global entre les deux superpuissances.

Les peuples de la Corne d'Afrique qui se dressent, avec les autres peuples du Tiers Monde, contre l'impérialisme et l'hégémonisme, ont besoin du soutien des travailleurs de France et de tous les anti-impérialistes.

Lire en page 7 la déclaration commune du B.P. du PCR ml et du B.P. du PCMLF

## Espagne : désaccord sur la conduite de la politique d'austérité

Quintana, ministre de l'économie, a démissionné du gouvernement de Suarez. Artisan du pacte de la Moncloa, il représentait une fraction de la bourgeoisie qui veut mener une politique d'austérité contre les travailleurs, tout en mettant en œuvre une restructuration de l'économie et en faisant davantage intervenir l'Etat. Cette politique avait suscité des protestations de la part de la petite et moyenne industrie.

(Lire en page 10)

## Impôts : date limite le 6 mars

La date limite de remise des déclarations d'impôts est reportée. Celle-ci devra être déposée avant le lundi 6 mars à minuit, faute de quoi la majoration de 10 % sera appliquée.

## MSTP : un syndicat qui peut servir la gauche

(Lire en page 2)

## U.O.P.D.P. : succès du meeting de la région parisienne



Lire le compte-rendu en page 5

**Mercredi 1<sup>er</sup> mars  
19 h 40  
l'UOPDP  
à la télévision  
et à la radio**

Alors que les partis de droite et de gauche se partagent trois heures d'antenne avant le premier tour, sans compter les multiples débats télévisés où ils sont invités, la démocratie bourgeoise n'accorde à l'UOPDP que 7 minutes en tout et pour tout.

Ne manquez pas cette émission, mercredi 1<sup>er</sup> mars à 19 heures 40 sur les 3 chaînes de télévision et sur Radio France.

## POLITIQUE

## Une provocation contre les Marxist-Léninistes

UN GROUPUSCULE SE RÉCLAMANT  
DU MARXISME-LÉNINISME PUBLIE  
UN COMMUNIQUÉ APPELANT A VOTER  
GISCARD DANS LES JOURNAUX RÉGIONAUX

Ces derniers jours, plusieurs journaux ont publié un texte signé d'un sigle (ORPCF), texte qui appelle à voter Giscard, tout en prétendant se réclamer du marxisme-léninisme.

Il s'agit, à l'évidence, d'une provocation. Déjà, en 1965, un texte du même type, signé d'un sigle aussitôt disparu qu'apparu, avait appelé à voter De Gaulle.

Dans la situation actuelle, on est en droit de se demander qui a le plus intérêt à cette provocation, à tenter de jeter la confusion et le discrédit sur les véritables communistes. Car la position des marxistes-léninistes est très nette : dans la lutte résolue pour le socialisme, ils combattent les partis de droite au pouvoir, mais aussi les partis de gauche qui s'apprêtent, chacun à sa manière, à poursuivre l'exploitation capitaliste.

Le Comité central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste appelle à dénoncer fermement cette provocation.

Communiqué du C.C. du PCR ml

## Force ouvrière, - force du PS ?

Plusieurs membres de Force Ouvrière, manifestement liés au Parti socialiste, avaient lancé voici quelques jours un appel à voter pour la gauche. Bergeron les avait désavoués en affirmant qu'ils s'étaient « mis en marge du fonctionnement de l'organisation ». Ils récidivent en éditant un tract à 100 000 exemplaires, signé « des militants F.O. des fédérations PTT, EDF-GDF, SNCF, Transports et Finances ». Embarrassant pour un syndicat qui accueille par ailleurs dans ses rangs les « militants » chiraquiens, et dont le secrétaire général et pourtant membre lui-même du Parti socialiste.

## Incendiaires

Le délégué national des radicaux de gauche, André Reynaud, a déclaré : « Je m'étonne que François Mitterrand, au moment où la sécurité est la principale préoccupation des Français, accorde l'investiture de son parti à des candidats du CERES dont la stratégie avouée débouche sur la guerre civile et le refus de l'alternance ». De dangereux révolutionnaires !

## Reports à gauche : difficultés

Dans le Val-de-Marne, le PCF se plaint que le PS ait empêché l'élection de son candidat Claude Roméo à une cantonale partielle en n'assurant pas un bon report de voix au deuxième tour. Dans le Var, le socialiste Jean-Louis Dieu a été élu au deuxième tour dimanche, au contraire de Roméo. Mais, à lui aussi, il a manqué 200 voix par rapport au total de la gauche au premier tour : Mitterrand va pouvoir renvoyer ses accusations à Marchais.

## Grenoble : répression contre la solidarité avec les Tunisiens

Une manifestation avait lieu samedi à Grenoble, le jour de l'ouverture du congrès fantôme du syndicat tunisien, pour protester contre la répression anti-ouvrière dans ce pays. La manifestation étant interdite, 21 personnes ont été arrêtées et gardées à vue. Ainsi se poursuit la politique systématique de Giscard, de répression de toute manifestation de solidarité anti-impérialiste.

## Mendès au PCF

# «PAS DE SURENCHÈRE !»

Mendès-France était dimanche soir l'invité du club de la presse. Contrairement à ce qui se passe généralement au cours de cette émission, il faut noter que tous les questionnaires se sont adressés à lui avec une grande déférence. Mendès-France qui s'est déclaré « en gros, favorable » au chiffre du Parti socialiste, a déploré que « le travail d'actualisation ait été entrepris très tard ». Il a surtout mis l'accent sur le fait que les mesures envisagées, nationalisations, impôt sur le capital, impôt sur la fortune, ne peuvent en aucun cas être considérées comme une « contrepartie » aux mesures sociales : il s'agit, a-t-il déclaré, d'une

entreprise difficile, dont le pays dans son ensemble ne peut accueillir les avantages tout de suite, pas avant au moins deux ans. Et le chiffre du PCF se situe en 1980 !

Que va-t-il se passer d'ici là ? Par-delà cette querelle des chiffres, Mendès-France a multiplié les avertissements : après les élections si la gauche gagne, il faudra, a-t-il déclaré, l'« acceptation d'une certaine discipline : c'est en ce sens que 78 et 79 seront véritablement difficiles. Si on entre d'emblée dans une période où il y aura d'un côté des excès, de la démagogie, de l'autre, le sabotage par les hommes

de l'opposition ce sera dangereux ».

Après cette mise en garde qui s'adressait manifestement au PCF, Mendès-France, qui n'a pas véritablement écarté l'idée d'accepter un ministère dans le cadre d'un gouvernement de la gauche s'il y avait un bon programme, a récidivé lors d'une autre question d'Andrieu : « Comment voyez-vous la représentation du PCF au gouvernement ? » demandait celui-ci : « Si c'est pour faire une politique qui est unanimement acceptée par le gouvernement, je ne vois pas pourquoi on écarterait qui que ce soit », fut-il répondu.

Ainsi, après la déclara-

tion de Mitterrand au Monde, qui n'écartait pas l'hypothèse d'une tentative de coup de force du PCF après 78, c'est le vieux « usage » de la tribu social-démocrate qui vient fixer les conditions de la participation du PCF au gouvernement : que celui-ci évite de se lancer dans une stratégie de débordement. Si l'avertissement ainsi donné est de pure forme à moyen terme, on peut cependant envisager que Marchais s'y soumette dans la première phase de sa conquête de l'appareil d'Etat, qui passe par une implantation de l'intérieur, avant l'affrontement.

## Journées nationales du MSTP

# UN SYNDICAT QUI PEUT SERVIR LA GAUCHE

Les journées nationales du MSTP (Mouvement syndical des travailleurs paysans) à ne pas confondre avec les « Paysans-Travailleurs » ont été tenues le 25 et 26 février à Paris. Vingt départements, aux dires des organisateurs, étaient représentés. À la tribune, la réunion était présidée par quatre membres du comité national du MSTP : Joseph Gaborit de Charente Maritime, qui est un ancien militant des « Paysans - Travailleurs », membre du PSU où il a des responsabilités nationales semble-t-il. À ses côtés, Bernard Roy de Haute-Saône puis Delaunay un militant du PS dans l'Orne. On murmure même qu'il aurait pu faire un bon candidat aux élections. Enfin, Bruno Leroy repré-

sentait la Gironde.

Le MSTP résulte de la rencontre de trois courants. Le premier, le Monatar qui fut lancé par des militants socialistes, le second est représenté par des paysans des MAP (Mouvement d'action paysans) de la Haute Saône, de l'Orne, de l'Indre, du Loiret. Enfin un département « Paysans-Travailleurs », la Charente Maritime, suivi de quelques isolés, dans quelques régions. L'espoir du MSTP est que les départements, les FDSEA de l'Ouest qui sont en conflit avec la FNSEA de Debatisse se joignent à eux. Ils n'étaient pas représentés aux journées mais des discussions seraient en cours. En fait, il est possible que les départements qui sont

dans l'opposition à la FNSEA, minoritaires aujourd'hui aient dans le cas d'une victoire de la gauche, aux élections, la possibilité de rallier facilement à eux une partie de l'actuelle majorité de la FNSEA.

La FNSEA, syndicat de chef d'entreprise agricole, souhaite garder les meilleurs contacts possibles avec le gouvernement quel qu'il soit. Un peu à la manière de F.O.

Or, la politique du PS en matière agricole est très voisine de celle du pouvoir actuel. Certains dirigeants nationaux comme Deneu, le président du secteur lait de la FNSEA cache mal ses sympathies pour le PS. Dans cette hypothèse les es-

poirs du MSTP tombent à l'eau. Mais si la gauche est battue aux élections, ce rassemblement par son absence de ligne précise peut devenir le noyau d'un syndicat d'opposition réformiste d'importance nationale soutenu par le PS.

Ceci dit, le MSTP s'est prononcé pour le vote en faveur des partis et mouvements de gauche ce qui inclut, cela a été précisé, les écologistes. Il leur apporterait en cas de victoire un soutien critique, c'est-à-dire que les militants individuellement accepteraient des responsabilités de gestion de la politique en place mais que le MSTP dans son ensemble ne s'engagerait pas.

Bernard PELO

## Gaullistes de progrès

# PERSÉCUTÉS ! HEUREUSEMENT, LE PCF...

Dominique Gallet, secrétaire général des Gaullistes de Progrès, proteste : 12 de ses candidats ont été invalidés au dernier moment, et cela rien qu'à Paris ! Ils avaient tout simplement oublié de verser leur caution, ou de retirer leurs papiers. Mais M. Gallet profite de ce qu'on ne les ait pas avertis ! C'est du machiavélisme : voici l'UGP tombée au dessous du nombre de candidats nécessaires pour avoir le droit de parler à la télévision !

Du coup, ce mouvement a décidé de retirer un certain nombre de candidats, devenus désormais inutiles puisque de toute façon, le chiffre n'est pas atteint ; ils ne seront plus que 50 à porter haut la bannière du gaullisme « pur et dur » !

« Le pouvoir a voulu empêcher les Gaullistes de Progrès de s'exprimer à la radio et à la télévision » a déclaré Gallet. « Des agents des renseignements généraux ont cherché à discréditer l'UGP auprès des journalistes. » « Certains

d'entre eux se sont même rendus chez les candidats pour les dissuader de se présenter, affirmant, entre autre chose, que l'UGP ne pouvait pas payer leur caution. » Ce qui, entre nous, ne s'est pas révélé totalement faux.

Si la « majorité » de droite est ainsi écorchée par la rancune gaulliste, le Parti socialiste a lui aussi droit à son paquet : Gallet l'a accusé d'avoir fait pression sur certains candidats de l'UGP pour qu'ils retirent leur candidature.

Seul sort indemne de cette charge le PCF, qui a bien manœuvré ; car maintenant qu'il a décidé, en se retirant, de faire passer Dominique Gallet, celui-ci ne peut pas faire moins que d'appeler là où l'UGP vient de retirer ses candidats, à voter PCF... dès le premier tour ! Une si bonne opération qu'on se demande dans quelle mesure les révisionnistes ne l'avaient pas vue venir, ou même s'ils n'ont pas donné un coup d'épaule...

## Marseille

## Pour Guy Hermier et son service d'ordre, ceux qui veulent un débat sont des «flics et des provocateurs» !

«Le PCF est le seul (Parti) qui aujourd'hui, ne repousse et ne craint aucun débat — ni avec les travailleurs, ni avec M. Barre — parce que son attitude est conforme aux exigences de notre peuple». Tous les lecteurs du journal *La Marseillaise* ont pu lire cette phrase dans l'éditorial du 3 février 78 de ce «grand quotidien régional de la démocratie».

Plusieurs membres du Comité d'Initiative de Marseille de l'UOPDP, dont les deux candidats de la 4<sup>e</sup> circonscription et un candidat de la 7<sup>e</sup> (Belle de Mai...) se sont donc rendus, dimanche 19 février à la cité populaire de la Castellane où Guy Hermier tenait un meeting d'ouverture (I) de la campagne électorale. Dès la fin de l'intervention de ce membre du Bureau Politique, et celle de la conseillère municipale Simone Ruze, devant quelques 150 personnes, les deux candidats de l'UOPDP présentés dans les quartiers Nord, lui ont remis une lettre ouverte demandant un débat pu-

blic contradictoire sur des questions aussi importantes que «la démocratie, les libertés, le soutien aux luttes ouvrières, les ministres PCF au gouvernement... Tremblant de colère, G. Hermier, membre du Bureau Politique du PCF, n'a su trouver que cette piteuse réponse : «J'ai déjà reçu votre lettre, je refuse le débat. Je vous la rends».

Aussitôt le service d'ordre de ce Monsieur «tiré à 4 épingles», a proféré des menaces : «Il vaut mieux que vous partiez, et rapidement». Refusant totalement le débat politique, les dirigeants du PCF ont eu recours aux arguments les plus grossiers, du genre : «Faites attention ce sont des flics et des provocateurs».

S'adressant à l'un des camarades, un permanent CGT de l'Alimentation qui a toujours confondu la CGT et son parti, s'est même exclamé : «Je te connais, tu es toujours dans le coup !». «Bien sûr lui a aussitôt répondu le camarade, tu n'as jamais pu

accepter que je vienne soutenir et populariser les luttes comme celle d'Hario (au Canet) ou de Gervais-Danone, ou de Griffet dont nous voulons justement débattre».

«Vous êtes contre la CGT, j'ai un tract de vous, je te le montrerai un jour».

Précisons que la même chose a été dite au camarade, il y a bientôt un an.

«Ce que tu dis est si vrai que le syndicat CGT de Gervais-Danone m'a convoqué et protège pour entrer dans l'usine occupée pour participer à l'une de leur conférence de presse».

Plusieurs personnes intéressées par les questions posées ont engagé des discussions, déclenchant la colère du service d'ordre du PCF venu s'interposer entre les membres de l'UOPDP et les gens de la cité, n'hésitant pas à les repousser à plusieurs reprises pour mettre fin aux discussions.

Mais la volonté de débat des habitants de la cité a

été plus forte que toutes les tentatives de G. Hermier et de ses amis qui étaient partis depuis longtemps tandis que les discussions se poursuivaient sur «les commissariats dans les cités populaires», la démocratie des dirigeants du PCF fut même discutée avec plusieurs membres du PCF qui ne comprenaient pas le refus de Hermier et l'attitude d'autres membres de leur parti.

Cette intervention a montré que Monsieur Hermier et les dirigeants du PCF ne pourront pas empêcher les travailleurs de débattre du véritable projet du PCF malgré toute la démagogie dont ils font preuve.

C'est ce dont *La Marseillaise* rendra compte en écrivant que «Voter massivement pour le PCF, c'est lutter contre la misère, en finir avec les inégalités et développer la démocratie, notamment à la Castellane...» !!!

Robert RIVIERE

## Wittenheim (Haut-Rhin)

## PC ET PS VIDENT LEUR QUERELLE DEVANT UNE SALLE VIDE

Lundi 20, dans le cadre de la journée nationale d'action, la CGT organisait un meeting à Wittenheim, en Alsace. A défaut de pouvoir s'adresser aux tra-

vailleurs, venus en fort petit nombre, ça a été à nouveau l'occasion de s'en prendre au Parti socialiste ! Wittenheim, c'est en effet, en plein cœur du bassin

potassique, la seule municipalité tenue par la gauche dans le Haut-Rhin. C'est là que Marchais a tenu la fête régionale de *L'Humanité* l'année dernière. Apparemment, cela n'a pas suffi à attirer l'affluence, et c'est Reimeringer, le maire socialiste du gros bourg haut-rhinois, qui a fait les frais de l'intervention.

Bernard Emgasser, secrétaire de l'Union départementale CGT, membre du PCF, malgré les avantages du lieu de son intervention, dut s'exprimer devant une salle à peu près vide. Seuls, une cinquantaine de responsables de sections d'entreprises avaient répondu à l'appel. Toutefois, l'échec de la mobilisation a servi à mettre en accusation le PS : «Il faut réduire la puissance des monopoles, a déclaré Emgasser. Il faut rappeler notre attachement au programme de 1972. Il ne s'agit pas de remplacer des technocrates en place par d'autres technocrates, eussent-ils une fleur à la boutonnière ou à la main.» Bien entendu, Reimeringer riposta aux attaques du représentant du PCF : «Je considère cette

taque contre mon parti. Je ne la relèverai pas. Les travailleurs jugeront.»

Au delà de cette passe d'armes, ce sont de bien plus grandes manœuvres que tente le PCF. Alors qu'il a été absent dans toutes les luttes engagées par les travailleurs, il s'efforce aujourd'hui de s'insinuer partout. Il n'a pas levé le petit doigt pour protester contre la liquidation des Mines de Potasses d'Alsace (MDPA), mais il présente à Mulhouse un ingénieur, Lourdel, qui sévit aux MDPA depuis pas mal d'années. Lourdel représente le type même de cette nouvelle bourgeoisie que le PCF veut porter au pouvoir : totalement étranger à la lutte des Schlimpf il s'est, à la faveur de son virage autogestionnaire, introduit dans le Musée des travailleurs, demandant des interviews aux uns et aux autres, et poussant le couplet sur la réactualisation. Un virage qui cependant rencontre quelques difficultés, comme le montre le désintérêt manifesté par les travailleurs lors de l'exhibition du 20 février.

Corr. Mulhouse

## LA GESTION «DÉMOCRATIQUE» A L'ŒUVRE A SAINT-ÉTIENNE

Depuis plusieurs jours, l'utilisation des mandats municipaux par les conseillers PCF dans la campagne des législatives provoquent de sérieux remous. Déjà le PS et le MRG avaient protesté contre un soi-disant «référendum pour l'ouverture d'un marché à Montplaisir», manigancé par Thomas et Arnaud (conseillers PCF de Saint-Étienne, candidats dans la 2<sup>e</sup> circonscription de la Loire), en jouant sur la confusion entre leurs mandats municipaux et leur candidature de Parti. Cette fois, c'est le PSU qui s'indigne : trop, c'est trop ! Le PSU veut bien faire l'appoint pour le PCF mais pas que l'on en vienne à bousculer les quelques strapontins qu'il a eus en échange... Paul Chomat, adjoint PCF et suppléant de Bruyère dans la 1<sup>re</sup> circonscription de la Loire, s'arroge de plus en plus de pouvoir et veut régenter bien au delà de ce sur quoi il a déjà mis la main...

Le détournement de mandat, la «démocratie» à sens unique, sont devenus la règle pour lui ! Passant outre l'adjoint PSU au transport, ce conseiller PCF a convoqué une réunion d'information pour un projet d'échangeur autoroutier (que, de toute façon, de nombreux riverains et écologistes stéphanois refusent). Le PSU «s'insurge contre la récupération permanente par M. Chomat des attributions du conseiller PSU... Dorénavant, toutes tentatives de ce genre seront dénoncées devant la population de la ville». Le torchon brûle à la municipalité ; les appétits du PCF y sont pour beaucoup... Est-ce que cela suffira à ouvrir les yeux de certains «autogestionnaires» au point de les amener à cesser de faire le jeu des Bruyère-Chomat-Sanguedolce ? Au vu de la campagne électorale actuelle, on peut en douter...

Corr. SAINT-ÉTIENNE

Sondage du *Nouvel Observateur*

## 80 % des électeurs du PCF favorables au désistement à gauche

Le *Nouvel Observateur* de cette semaine publie un sondage notamment sur les opinions des électeurs sur la question des désistements à gauche.

On y apprend que 50 % des électeurs considèrent que la situation est favorable à la gauche. Mais ce qui ressort surtout et l'article insiste à souhait, c'est que 81 % des électeurs du PCF (contre 74 % au sondage précédent) sont favorables à un accord de désistement à gauche, même sans programme. Tout l'article tend à démontrer que la victoire de la gauche serait assurée, sauf si le PCF refuse le désistement. C'est toute la campagne actuelle du PS qui accuse le PCF de faire le jeu de la droite. C'est aussi un moyen de faire pression sur le PCF en lui montrant que son électorat ne le suit pas et se rallie à la propo-

sition de Mitterrand de démissionner sans Programme commun.

Même si ces chiffres doivent être nuancés, il est effectivement probable qu'ils correspondent en grande partie à la réalité. Depuis 15 ans, le PCF répète que le changement passe par l'union avec les socialistes et qu'il n'a pas de stratégie de rechange. De ce fait, et même s'il existe dans le PCF un courant anti-socialiste non négligeable, bien des électeurs de ce parti ne comprennent pas l'actuel chantage au désistement de Marchais. Ce qui apparaît surtout, c'est que les louvoisements de Marchais (traitant un jour les socialistes de tous les noms, puis leur lançant des appels) ne vont pas dans le sens de renforcer le score électoral du PCF.

## Racket électoral

## LES ÉNARQUES S'INDIGNENT

La polémique qui se développe autour du vote des Français de l'étranger suscite des réactions de la part des anciens de l'ENA (École Nationale d'Administration) bien pourvus de postes diplomatiques et regroupés dans «L'Association Professionnelle des Agents Diplomatiques et Consulaires». Ils ont publié vendredi un communiqué. On y lit notamment : «Constatant aujourd'hui qu'aucune sanction n'a été prise contre l'ambassadeur de France au Gabon, reconnu coupable d'irrégularités dans l'application de la loi du 19 juillet 1977, l'Association déclare qu'elle déplore que cette situation rejaille sur la réputation de l'ensemble du corps diplomatique et consulaire.»

Auparavant, les anciens de l'ENA avaient déjà, disent-ils, exprimé «avec discrétion» leur «sentiment» au ministre des Affaires étrangères. Celui-ci ne s'en est guère ému, et après avoir convoqué à Paris Delauney, l'ambassadeur incriminé qui n'a pas encore rejoint son poste, l'affaire en est restée là. Pourtant, divers documents tendent à prouver que l'Élysée lui-même serait mouillé dans l'affaire ; mais l'énorme scandale attendu n'a pas eu lieu ; on a pu parler d'un «Watergate français», mais il semble que la «démocratie française» soit si malade que même le corps diplomatique s'en indigne, sans que cela n'altère en rien sa pourrissante tranquillité.

## CONFÉRENCE DE PRESSE DU COMITÉ BRETON ANTI-RÉPRESSION

Le comité breton anti-répression, ainsi que les familles des huit personnes arrêtées depuis le 18 février pour appartenance à un réseau du FLB, ont tenu une conférence de presse à Saint-Brieuc. Ils y ont souligné tout d'abord le peu de preuves détenues par la police et le peu de fondements des «aveux» obtenus après une garde à vue de presque une semaine, dans des conditions insoutenables : isolement total de l'extérieur, bruits et lumière incessants... Ils ont mis l'accent sur la manière

scandaleuse dont s'effectuent perquisitions et arrestations : à plus de 20 pour fouiller le domicile d'un suspect, ou avec une vaste mise en scène pour arrêter un autre à la sortie de son usine. Derrière tout cela, c'est avant tout la vocation d'intimider, d'isoler les prévenus et d'empêcher les manifestations de solidarité. Une femme a été retenue six jours pour ensuite être relâchée. Les emprisonnés bénéficient du «statut» politique, mais ils n'en ont pas le régime ! Aucune date n'a encore été fixée à leur procès.

**abonnez-vous**  
**abonnez vos amis**



**LA CARTE D'ABONNÉ AMI  
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE  
VOUS DONNE DROIT**

**A un abonnement à :**

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCR ml.
- *Pékin Information*.
- *La Chine en construction*.
- Réception du *Manifeste pour le Socialisme*.

**et à un livre ou un disque au choix :**

**Le tome V de Mao Tsé-toung.**

Ou parmi les livres :

- *Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un communard* (Paule Lejeune)
- + *La Commune en bandes dessinées*
- *Les dix jours qui ébranlèrent le monde* (John Reed)
- *Ma plume au service du prolétariat* (Haoran).
- *Danger ! Amiante* (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu, CFDT, CGT, FEN).
- *La Commune de Paris* (Lissagaray).
- *La Chine à la mort de Mao* (Alain Bouc)
- *L'usine de la peur* (Daniel Bouvet)
- *Salaire aux pièces*
- *L'électro-nucléaire*. (CFDT)
- *Nucléaire, danger immédiat*.
- *Les écoles rurales, quel avenir ?*

Parmi les disques :

- *Kan Bale lu poblek breizh*, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons.
- *Viva la Vida*, Carlos Andreou.
- *Terre de ma patrie*, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balatine.
- *Radio Renaissance*, chants interprétés par le GAC.
- Au choix, disques chiliens : *Checca*
- Chile*
- Resistencia*
- *Naussac*
- *La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants*.
- *Ki Du* (Gilles Servat)
- *Ça branle dans le manche* (François Tusques)
- *Le pouvoir des mots* (Gilles Servat)
- *Dansons avec les travailleurs immigrés* (François Tusques)

**Sur présentation  
de la carte «abonné-ami»  
du Quotidien du Peuple**

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml
- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

Nom (en capitales).....

Prénom.....

Ville.....

Date :

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

... F

Mode de versement : - en une fois  - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.  
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages.

## LUTTES OUVRIÈRES

Général Motors (Strasbourg) :

### LES GRÉVISTES S'OPPOSENT AU TRAVAIL D'UNE POIGNÉE DE JAUNES

- 7 délégués menacés d'expulsion
- lock-out prononcé

● Depuis mercredi dernier, la centrale thermique de General Motors à Strasbourg est occupée par les travailleurs.

L'air comprimé a été coupé. Il y a environ 700 grévistes. Depuis quelques temps, l'ambiance était chaude à la General Motors Strasbourg. Ayant obtenu d'importants contrats, la direction de l'usine a embauché beaucoup de travailleurs dont 200 jeunes. En un an, les effectifs sont passés de 800 à plus de 2 000. Mais parallèlement, les conditions de travail se sont considérablement détériorées. Travail en deux équipes de 6 h à 14 h 30 et de 14 h 30 à 23 h, extension du travail de nuit, accélération des cadences, attitudes de plus en plus répressives de la hiérarchie. Aux femmes, la direction impose illégalement de travailler jusqu'à 23 h.

L'inspection du travail étant intervenue à la demande des syndicats CFDT et CGT, la direction qui tient par dessus tout à faire produire pendant 16 heures par jour, a voulu imposer de nouveaux horaires de 5 h à 13 h 30 et de 13 h 30 à 22 h pour les jeunes dans un premier temps et pour tout le monde ensuite.

Ce fut la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. En effet, ce nouvel horaire aurait signifié que les travailleurs venant d'assez loin auraient dû se lever à 3 h ou 3 h 30 avec les inconvénients supplémentaires que cela représenterait avec l'horaire d'été. Il n'y aurait donc plus de vie, plus de temps pour vivre, plus de temps pour les loisirs.

Pour y faire face, pour

ne pas se laisser broyer, les travailleurs de General Motors réclament le paiement de la demi-heure de repas, c'est-à-dire de travailler effectivement 7 h 30 par poste au lieu de huit heures avec l'application des horaires suivants : 6 h à 14 h et 14 h à 22 h

La direction a répliqué en lock-outant l'usine. De plus elle a obtenu un jugement d'expulsion de sept délégués qui travaillent actuellement à mobiliser tous les grévistes afin que tous participent effectivement à l'occupation.

D'autre part, un comité de soutien dirigé par les travailleurs de la General Motors et avec leur participation, a été organisé : sa première réunion a eu lieu et dès la semaine prochaine, après discussion avec les travailleurs et



leurs syndicats, la lutte va être popularisée sur l'ensemble des entreprises de la région, en particulier en direction de celles qui sont sur le point de déclencher des actions sur les problèmes de licenciement et plus largement sur le chômage.

D'autre part, les collectes ont aussi débuté vendredi soir. La combativité des travailleurs est très grande : après que l'air comprimé ait été coupé, la direction a fait venir des petits compresseurs individuels qui ont été stockés dans un atelier, protégé par une milice polygarde. Dans la nuit de vendredi à samedi, les travailleurs ne pouvant plus tolérer que les compresseurs puis-

sent permettre le travail de quelques jaunes, sont allés dans l'ensemble des ateliers, ont débranché tous les compresseurs en neutralisant ainsi l'action de la milice.

Cette grève offensive à trois semaines des élections demande tout notre soutien. Elle montre surtout, et c'est là l'essentiel, que les travailleurs de General Motors sont décidés à ne compter que sur eux-mêmes pour obtenir satisfaction.

C'est la voie de la lutte qui nous permettra d'améliorer nos conditions de travail et d'obtenir satisfaction sur nos revendications.

Corr. STRASBOURG

## Schlumpf

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE AU «MUSÉE DES TRAVAILLEURS»

● Une assemblée générale s'est déroulée mercredi 22 au «Musée des travailleurs» des Schlumpf. Par le biais du bulletin interne *Liaisons CFDT*, l'Union Départementale du Haut-Rhin avait invité l'ensemble des sections à y participer. Le but était de préparer l'anniversaire de l'occupation par les travailleurs du Musée ex-Schlumpf. Cet anniversaire sera donc fêté le 7 mars prochain.

Sur l'ensemble des sections du Haut-Rhin, alors que la CFDT est l'organisation syndicale la plus importante en Alsace, une vingtaine seulement étaient présentes. Le bureau de l'Union Départementale, lui, était présent au complet, et proposa d'emblée la tenue d'un meeting, sans manifestation, sans débrayage (ou avec un débrayage symbolique de 5 minutes) mais, ajouta-t-elle, avec l'envoi de télégrammes à la préfecture. Si des voix opposées se sont fait entendre sur les propositions de l'UD, le débat tourna très vite court.

Jean Kaspar, tint un long discours sur le climat psychologique dans lequel les élections de mars avaient plongé les travailleurs. Selon lui, il pâtiraient de l'attente des

échéances électorales, «à moins que nous organisions une grande campagne, longue et psychologique contre ce défaitisme». Henri Weber, secrétaire de l'Union Départementale, lui, sonna le charge : «Soyons réalistes, camarades. Nous sommes incapables de soutenir les Schlumpf, autrement que par un geste symbolique de solidarité publique : l'envoi de télégrammes à la sous-préfecture» et il ajouta «peut-être un meeting, le soir». Et ce en la présence des travailleurs de Malmerspach toujours au chômage.

#### UNE OPPOSITION TROP MORCELÉE

Une opposition certaine a relevé cette attitude négativiste et d'attente passive des échéances électorales. Mais, par man-

que de cohérence et d'unité, elle a été très vite éteinte. Seul Gerard l'Espirit, secrétaire du syndicat de la Métallurgie, a posé la question de fond : «Quelles sont nos capacités aujourd'hui, à mener une lutte de masse, avec une juste position de classe ?» L'intervention du secrétaire du Syndicat de la Métallurgie a permis à la Section Syndicale de la Callas de pousser plus loin l'analyse et d'affirmer : «Nous sommes avec nos camarades de Malmerspach depuis le début de la lutte, entre les deux tours des municipales, en mars de l'année dernière. Mais pour nous, la solidarité s'exprime par la lutte ! Nous proposons 24 heures de grève avec dépôt des revendications dans nos entreprises. Nous proposons également l'organisation d'une manifestation le 8 mars pour la venue de Barre à Mulhouse, pour dénoncer le chômage que subissent nos camarades de Malmerspach. En dehors d'une véritable mobilisation, nous nous désolons des propositions

de l'Union Départementale qui seront sans aucun effet». Suite à cette intervention de la section CFDT Callas, où les travailleurs immigrés sont nombreux, l'Assemblée Générale a été pratiquement close pas le bureau de l'Union Départementale. La seule décision prise a été d'envoyer aux sections un tract de l'Union Départementale à terminer par les sections elles-mêmes, et l'appel au meeting au soir du 7 mars. Aucun débrayage, même symbolique, n'aura lieu. Seuls des télégrammes seront envoyés grossir les poubelles de Mr le Préfet.

Face à cette attitude des dirigeants départementaux, les travailleurs sont avertis : lutez tant que vous voulez, mais ne comptez pas sur nous pour vous soutenir efficacement ; si la vérité blesse, cette vérité là est salutaire : les travailleurs alsaciens auront à affirmer la voie de la lutte d'une façon autonome par rapport aux tripatouillages de tout parti, de droite comme de gauche.

Correspondant

Pour la réintégration de leur camarade licencié

## LES JARDINIERS DE SAINT DENIS EN LUTTE CONTRE LA MAIRIE PCF

● Un jardinier licencié par son patron, qui est en l'occurrence une mairie de la banlieue parisienne. Ses 40 camarades qui se mettent en grève pour exiger sa réintégration. 1 800 communaux de la même ville qui imposent à leur syndicat CGT le dépôt d'un préavis de grève pour soutenir la lutte. Tout cela est en train de se passer non pas dans une mairie de droite mais dans une mairie tenue par le PCF, à St Denis, dans la banlieue Nord de Paris.

Il y a deux ans, Didier Perret passait un concours de jardinier et obtenait la qualification de P.2. Il commençait un stage d'un an à la ville de Saint-Denis, laps de temps au bout duquel, bien que son travail soit bon, la mairie PCF utilisant en cela une méthode bien connue du patronat, prolongeait son stage d'une année supplémentaire. Cela lui permettait, outre le fait de verser un salaire inférieur, de licencier ce travailleur du jour au lendemain.

Ce qui est arrivé dernièrement : Perret apprend qu'on n'a plus besoin de ses services. Motif : manque de connaissances professionnelles, manque de ponctualité et d'initiative dans son travail. Motif inventé de toutes pièces : la mairie peut difficilement faire croire qu'il lui a fallu tout ce temps pour s'apercevoir de tout cela ! D'ailleurs, tous les jardiniers avec qui, paraît-il, Perret avait de «mauvais contacts» s'élèvent contre ces motifs.

Bien qu'on ne sache pas

précisément les motifs officiels de ce licenciement, il est intéressant de noter la conception de la « négociation » qu'a le PCF avec des travailleurs en lutte... contre lui. Suite à l'annonce du licenciement, une délégation de jardiniers se rendait une première fois à la mairie pour avoir des explications. Le premier adjoint au maire, Audo, leur répondait qu'on verrait une fois le travail de la journée effectué ! La grève était votée, mais mercredi dernier une délégation de la CGT de l'ensemble des services municipaux cette fois, se rendait à la mairie.

### GREVE CONTRE LE PCF ILLÉGITIME

L'adjointe au maire, Madame Mano, précisait devant la délégation la position du maire PCF : *grosso modo* si une grève était légitime contre le gouvernement, elle ne saurait l'être contre une mairie PCF ! Voilà qui donne une petite idée de l'attitude que ne manquera pas d'avoir le PCF une fois au

gouvernement, face aux luttes des travailleurs qui se verraient, à n'en pas douter, traités de saboteurs, ou encore de gêner l'action d'un gouvernement de gauche. Pourquoi en serait-il différemment qu'aujourd'hui ?

La déléguée CGT des communaux, lors d'une assemblée générale la semaine dernière, déclarait à propos de l'attitude à avoir face à la mairie : «*Peut-il y avoir une CGT de gauche et une CGT de droite ? La ville de Saint-Denis est une entreprise à part entière et nous demandons à pouvoir discuter d'égal à égal avec nos élus.*»

Paroles sincères ou résultat de la pression des travailleurs ? Toujours est-il qu'elles venaient en réponse à l'attitude de certains dirigeants PCF de la CGT communaux qui tentent actuellement de freiner le mouvement (des communaux se sont vus interdire l'accrochage d'une banderole rappelant leurs revendications). Voilà qui n'est pas non plus sans montrer ce que le PCF aimerait bien faire à large échelle après 78 : faire accepter, par le biais de ses hommes dans le syndicat CGT, la politique de la gauche aux travailleurs, freiner leurs luttes, et ce notamment dans les municipalités qu'il dirigera.

Voilà aussi qui éclaire les

déclarations récentes de Séguy comme quoi la CGT ne saurait accepter d'un gouvernement de gauche ce qu'elle refuse à la droite. Et gare à ceux ou celles qui ne penseraient pas comme le PCF, qui contesteraient !

Une autre travailleuse de Saint-Denis, également jardinière, vient de s'en rendre compte. Elle refusait dernièrement de continuer à travailler dans les conditions dangereuses que lui imposait la mairie PCF, à savoir la manipulation de produits chimiques sans combinaison. La seule réponse de la mairie fut de la licencier après l'avoir envoyée sur un chantier extérieur manier la pelle et la pioche, étayer les arbres : des tâches que l'employée ne put remplir aussi vite que ses camarades hommes, ce qui lui valut une mauvaise note au départ.

Il est aussi significatif de noter que la direction de la CGT communaux, s'appuyant sur l'absence d'un mouvement spontané autour de ce licenciement au départ, ne bougea pas le petit doigt !

Ce lundi devait avoir lieu une assemblée générale des communaux pour décider des formes de la grève en soutien à leurs camarades jardiniers.

Richard FEUILLET

## Succès du meeting de l'U.O.P.D.P. de la région parisienne

Lancée voici seulement un mois, l'UOPDP commence à prendre corps à Paris.

C'est ce dont témoignaient les stands rendant compte des premières activités des comités déjà en place, notamment dans le 19<sup>e</sup> et le 13<sup>e</sup> arrondissements, à Issy-les-Moulineaux, Saint-Denis, Gennevilliers, Levallois, Ivry-Vitry : commissions mobilisant les travailleurs sur les problèmes de l'immigration, du logement, initiatives de discussion avec les militantes des groupes femmes, lutte contre l'implantation d'un commissariat réclamé par la mairie PCF de Vitry : ces exemples montrent comment l'UOPDP, au moment où l'électoratisme sévit partout, ouvre au contraire à l'occasion de ces élections d'authentiques perspectives de lutte.

Dans la salle enthousiaste, différents thèmes allaient être successivement abordés sous la présidence d'André Druésne, candidat dans le 19<sup>e</sup> et de Joël Perret, candidat contre Marchais, tous deux ouvriers, entourés à la tribune d'autres nombreux ouvriers, de camarades femmes.

Successivement, les problèmes du cadre de vie, de la situation des vieux travailleurs, des postiers en lutte, des femmes, seront évoqués par des camarades directement au contact de ces réalités.

Un travailleur de 42 ans, entré en apprentissage à l'âge de 15 ans, viendra dire avec émotion comment il vient de s'engager dans l'UOPDP, rassemblement véritablement orienté vers la lutte.

Les interventions centrales seront prononcées par Patrick Pichot (candidat dans le 12<sup>e</sup> arrondissement) et Jean-Louis Raboutet, dirigeant de la lutte des Câbles de Lyon candidat à Gennevilliers. Patrick Pichot, écouté très attentivement, analysera la situation politique à la veille de ces élections, montrera les projets politiques nourris par les différentes forces bourgeoises et les dangers qu'ils recèlent pour les travailleurs. Pour la droite, les choses sont claires, et pour la gauche elles sont en train de se clarifier grâce à la querelle Marchais-Mitterrand. L'orateur soulignera qu'à travers tous ses revirements, Marchais, qui présente son parti comme le «parti des pauvres» et qui se donne l'air de découvrir aujourd'hui que le plan Rocard ressemble comme un frère au plan Barre, nous propose-t-il quoi que ce soit de mieux ?

Le capitalisme d'Etat, à l'exemple des pays de l'Est avec la fusion entre l'appareil du PCF et l'appareil d'Etat, représenterait au contraire un encadrement accru pour les travailleurs, avec la même exploitation.

Jean-Louis Raboutet sous les applaudissements, soulignera ensuite la nécessité que Français et Immigrés, ouvriers et paysans, femmes et hommes, jeunes et anciens unissent leurs luttes. Il les appellera à se méfier des promesses des partis de gauche, rappelant leur comportement quand ils étaient au gouvernement et, de manière imagée : «*Si ces gens-là vous donnent des lacets, c'est qu'ils sont en train de vous prendre vos chaussures.*» C'est une intervention très vivante, fustigeant avec humour ceux qui nous gouvernent comme ceux qui aspirent à prendre leur place, qui sera très appréciée d'un auditoire se manifestant par les rires et les applaudissements. Il souligne comment l'UOPDP est un instrument de lutte qui inscrit son combat dans la perspective d'une société socialiste où les travailleurs, vivant une large démocratie prolétarienne, auront effectivement le pouvoir. C'est sous des applaudissements nourris que seront présentés les candidats de l'UOPDP dans les circonscriptions de la région parisienne. Ouvriers et employés pour la plupart, ils mènent campagne pour le rassemblement et l'union des travailleurs et prennent une part active au développement des comités locaux de l'UOPDP.

Ce meeting, joint aux multiples initiatives prises tous les jours par les comités locaux, montre la progression de la construction de l'UOPDP dans la région parisienne.

Au cours du rassemblement de Paris, un communiqué rendant compte de la position du Comité d'initiative national sur le deuxième tour des élections a été lu. Le Comité d'Initiative Nationale réuni le 27 février a décidé, après les discussions qui se sont déroulées dans les comités locaux, que l'UOPDP refuserait de se désister pour les candidats bourgeois de droite comme de gauche.

Le C.I.N. a en même temps souligné que dans les comités locaux où un travailleur tout en se défiant de la gauche, tout en étant en accord avec la plate-forme de l'UOPDP, n'adopterait pas par ailleurs la même attitude lors du second tour, resterait membre évidemment de l'UOPDP puisqu'il entend participer activement à sa construction.

Nous rendrons compte demain des meetings de l'UOPDP à Lille et à Rennes.

## En bref...En bref...En bref...En bref...

### SOUSCRIPTION DES 120 MILLIONS RECTIFICATIF

Ont été omis :

#### AIX EN PROVENCE :

Un manoeuvre, pour le PCR..... 100

AMIENS..... 2 040

#### NANTES :

C.F..... 100

#### PARIS :

12<sup>e</sup> : D.S., pour l'avancée des idées du socialisme et le développement des luttes révolutionnaires... 100

INSEE..... 1 000

SAINT-OUEN..... 1 000

#### PAU :

Docteur (progressiste)..... 500

Parents (progressistes)..... 100

Artisans (progressistes)..... 65

SAINT-ETIENNE :..... 1 250

### ERREURS DE TRANSCRIPTION

#### PARIS :

13<sup>e</sup> (au lieu de 90)..... 900

#### SAUMUR :

J.R., ouvrier (au lieu de «enseignant...500»)..... 100

## Communiqué de l'UOPDP

Le comité de Saint Etienne de l'UOPDP organise une réunion publique le 3 mars à 20 h 30 à la Maison de quartier de Montreynaud, rue Charles Gounod, avec les candidats de la 1<sup>ère</sup> circonscription de la Loire (Saint-Etienne Nord)

### TUNISIE

Le Congrès fantôme de l'UGTT a désigné comme secrétaire général le seul ancien dirigeant qui ait approuvé la répression du gouvernement et qui ne soit pas en prison. Ce Congrès a décidé que les condamnés de droit commun ne pourraient plus accéder à la direction de l'UGTT, ce qui permettra d'écarter définitivement l'ancienne direction. Cette réunion fantôme n'a traité que du «dialogue» et de la «concertation», passant sous silence les revendications.

### USA : GREVE DES MINEURS

Sous la pression de Carter, les directions syndicales des mineurs ont accepté un accord. Cet accord satisfait un certain nombre de revendications salariales,

mais admet des clauses restreignant le droit de grève. Les directions syndicales ont dix jours pour tenter de faire passer cet accord, ce qui semble difficile.

### PHILIPPINES

Un haut fonctionnaire français du ministère des finances en vacances aux Philippines a été fait prisonnier par les guérilleros du Front de Libération nationale Moro qui luttent pour l'autonomie des populations musulmanes du Sud des Philippines.

### PALESTINE OCCUPÉE

Réuni dimanche, le cabinet israélien a décidé de poursuivre la colonisation dans les territoires occupés, y compris le Sinai.

## L'Europe en mal de fusée

● L'avenir de la fusée lance-satellites européenne «Ariane» sera décidé cette semaine, lors d'une réunion des représentants des différents pays participant à l'Agence spatiale européenne (France, Allemagne, Grande Bretagne, Italie). L'Europe a-t-elle les moyens politiques de se lancer sur le marché du lanceur de satellites, devenu industriel ? Les échecs constatés jusqu'à présent en font douter.

Trois pays disposent actuellement en Europe d'un acquis technologique concernant les lanceurs : la France, la Grande Bretagne (pour des raisons militaires à l'origine) et l'Allemagne. La France fait construire à grands frais une base de lancement en Guyane, à l'époque où, sous la houlette gaulliste les grands projets étaient de mise. Un lanceur était disponible, la fusée Diamant, et marchait à peu près correctement. Mais l'ampleur des moyens financiers à mettre en œuvre dépassait nettement les capacités de l'impérialisme français ? Résultat : la base a servi à neuf lancements en dix ans...

Un coopération européenne fût mise sur pied, la France investissant 80 % des capitaux, et entraînant l'Allemagne dans une opération où seul son poids industriel pouvait permettre d'aboutir. La fusée Ariane, issue de cette coopération, mélange hétéroclite d'étages français, anglais et allemands, n'a pour l'instant connu que des échecs, et s'avère incapable de concurrencer

les lanceurs américains ou soviétiques. La France voudrait pourtant qu'une commande de six fusées soit décidée lors de la réunion, pour enfin envisager une rentabilisation des investissements consentis. Il est peu probable que l'Allemagne accepte cette proposition. L'Allemagne se satisfait en effet très bien des lanceurs américains, et possède, une industrie de fusées moyennes florissante.

Si l'échec de la politique spatiale européenne présente depuis des années se confirme, il sera avant tout politique. En Europe, l'Allemagne a les moyens d'imposer ses choix. L'enjeu de la question spatiale est pourtant important : les satellites géostationnaires, mis en orbite à 36 000 km d'altitude et restant immobiles par rapport à la surface de la Terre servent de plus en plus : télécommunications, routage des navires et des avions, observations en tous genres... Pour l'instant, les superpuissances en gardent le monopole.

### Communiqué de presse

L'ensemble des occupants de l'immeuble du 85-87 avenue d'Ivry (Paris 13<sup>e</sup>) est assigné en référé mardi 28 février 1978. Ils revendiquent :

- Le maintien de leur immeuble
- Un titre de location sur la base de la loi de 1948 et demandent la reconsidération du projet d'aménagement de la Z.A.C. Baudricourt.

Venez les soutenir au Tribunal d'Instance du 13<sup>e</sup> arrondissement, rue Philippe de Champaigne, (méetro Place d'Italie) mardi à 9 h 30.

#### Comité des occupants

Voici maintenant plus de 4 mois que cet immeuble est occupé par une trentaine de mal logés. Alors que les deux premiers occupants passés en justice, au début du mois de janvier avaient été condamnés à l'expulsion immédiate, un premier recul a été obtenu : Les occupants ont reçu la garantie du maintien dans les lieux jusqu'à la fin mars (période d'hiver).

Mais maintenant, la bataille la plus dure s'engage. Obtenir le maintien de l'immeuble alors que la période électorale bat son plein et que chacun attend le résultat du 19 en donnant beaucoup de promesses.

Nous rendons compte dans notre édition de demain de la place de cette occupation dans les luttes parisiennes et des pressions politiques qui la pressent de tous les côtés.

téléphonez  
au  
quotidien  
636 73 76



## Le drame du CEG St Marcel à Vernon

# OU EST LA VIOLENCE A L'ÉCOLE ?

● Samedi matin, au collège St Marcel à Vernon, dans l'Eure, un cours de physique a été marqué par un drame. Un jeune élève de troisième, âgé de 14 ans a tué de trois balles de pistolet son professeur, M. Gérard Burgon, 29 ans, qui effectuait un remplacement depuis la rentrée. L'élève s'est suicidé quelques instants après. Il est mort à l'hôpital.

On ne connaît pas encore précisément les raisons qui ont poussé l'adolescent à se procurer un pistolet et à tirer sur son professeur. Au collège, on signale que la veille, un incident aurait eu lieu, durant le cours de physique, à propos d'une ampoule que l'élève aurait tenté de voler. Deux heures de colle auraient sanctionné ce «délit», provoquant une réaction de colère. D'autres explications ne manqueront pas d'être fournies, qui ne permettront probablement pas de comprendre les motivations de ce jeune élève.

Les commentaires ne

manquent pas contre, et s'enfleront sans doute sur la «violence à l'école», la «perte de prestige de l'enseignant», les conséquences du «libéralisme» dans les écoles. Quelques faits méritent d'être rappelés à ce propos. La violence à l'école existe, et ce n'est pas nouveau. Il n'y a pas si longtemps, certains enseignants pouvaient se permettre de frapper leurs élèves, dans l'enseignement technique en particulier, sans que personne n'ose en parler. Aujourd'hui, l'ambiance qui règne dans les ateliers des LEP (ex-CET) et des classes secondaires techniques re-

lève plus du despotisme que du soi-disant libéralisme. «Tu verras comment ça se passe à l'usine», répondent les chefs d'atelier aux élèves qui refusent les brimades. Toujours dans les ateliers, les accidents sur les machines se multiplient, en raison de la vétusté du matériel et de la façon dont on fait travailler les élèves. Un doigt coupé, un bras broyé, n'est-ce pas une forme de violence ? Les classes pratiques, rebaptisées pompeusement «classes pré-professionnelles de niveau» sont souvent citées, comme foyer de violence. Mais quelle opinion les élèves qui végètent dans ces classes peuvent-ils avoir de l'école ? Ils savent qu'on les lâche en attendant de les lâcher sur «le marché de l'emploi». Plusieurs conseils de classe leur ont répété que «l'école ne pouvait rien pour eux», les

salles les plus vétustes et les plus à l'écart leur sont réservées. Et les bonnes âmes de s'interroger sur leur révolte, qui prend, c'est vrai, des formes violentes, et le *Journal du Dimanche* de parler de «précurseurs d'une époque où la violence sera le seul dialogue possible, et ce dès l'école»...

L'orientation forcée, est-elle aussi ressentie comme une violence. Décidée à huis clos dans un conseil de professeurs, elle est présentée sans contestation possible à un conseil de classe où assistent des représentants d'élèves qui ne peuvent qu'enregistrer. Et bien souvent, elle se fait en fonction de la répartition dans les différentes sections qui arrange l'administration de l'établissement.

La violence dans les écoles, oui, elle existe.

Eric BRÉHAT

## Prisons : 240 détenus transférés

# CLAIRVAUX : UN STAMMHEIM EN FRANCE ?

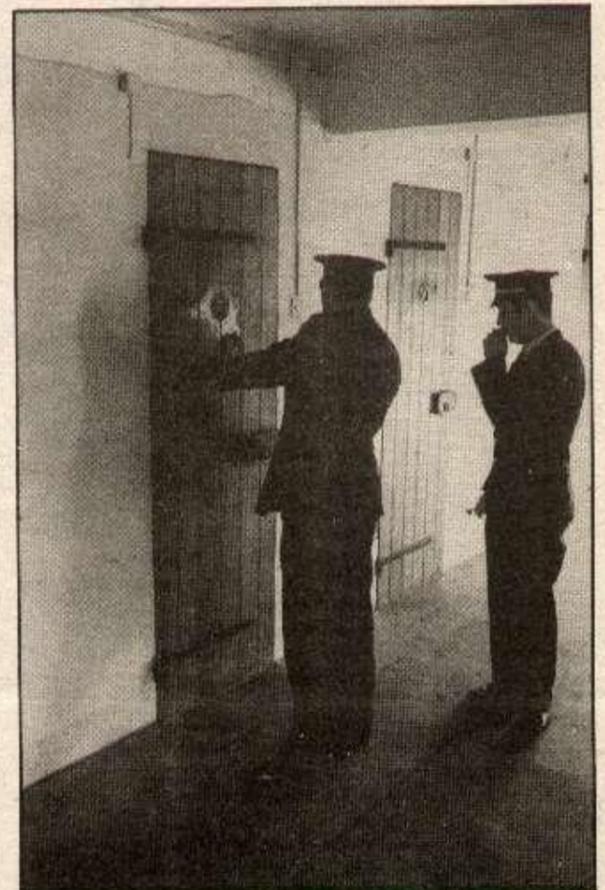
● Dans la nuit du 23 au 24 février, 240 détenus de la maison d'arrêt de Clairvaux (Aube) ont été transférés par les services de la gendarmerie, vers d'autres maisons d'arrêt de la région parisienne et de province ; l'opération a duré moins de quatre heures. Cette décision vient après la prise d'otages du 25 janvier, où 2 détenus avaient grièvement blessé un gardien, et pris en otage le sous-directeur et deux surveillants de cet établissement, lors d'une tentative d'évasion.

Les deux détenus, Fourcat et Christian Bergeot, étaient finalement abattus par les tireurs d'élite de la gendarmerie. Le 5 février suivant, onze détenus à perpétuité étaient transférés de Clairvaux à la maison d'arrêt de Chaumont (Haute Marne), neuf autres étaient dirigés sur Dijon et Besançon. Au 28 janvier, il y avait à Clairvaux 65 détenus à perpétuité. Cette opération exceptionnelle qui touche à 40 détenus (c'est la première fois qu'un transfert de cette importance a lieu), l'administration pénitentiaire la justifie par les récents événements survenus dans cette centrale, et les bruits de mutinerie qui circulaient...

Pendant ce temps, la maison d'arrêt de Clairvaux sera passée au «peigne fin», à la recherche d'éventuels objets pouvant servir lors de tentatives d'évasion, en-dehors de la pré-

sence des prisonniers.

Parallèlement, des travaux seront entrepris durant les quatre à cinq semaines que devrait durer ce transfert, en vue de «réaménager la vie carcérale». Les détenus auraient la possibilité, après les transformations, de vivre par groupes de 30 pendant les temps de travail et de repas. L'administration pénitentiaire se soucierait-elle du «bien-être» des prisonniers, elle qui n'a jamais montré la moindre volonté d'améliorer le sort des détenus ? Ne faudrait-il pas mieux rapprocher cette opération des derniers discours de Chirac dont on connaît l'influence sur certains milieux, et qui demandait plus de fermeté à l'égard des détenus, ou de ceux de Peyrefitte et Bonnet lors de leurs campagnes contre la «violence» et qui sont tous d'accord pour développer l'appareil répressif.



Dans la nuit du 23 au 24 février, 240 détenus ont été transférés de la centrale de Clairvaux.

Le grand nettoyage entrepris à Clairvaux, l'ampleur des travaux envisagés ne sauraient avoir pour seul prétexte «l'humanisation» des prisons alors que, ces dernières années, nous avons assisté à un renforcement des «Quartiers de Haute Sécurité» (QHS) où les conditions de détention sont particulièrement dures. L'école al-

lemande» ferait-elle son chemin, et les travaux de Clairvaux ne viendraient-ils pas transformer cette centrale en une prison du type de celle de Stammheim où se pratique la «torture blanche» qui détruit toute force morale en privant les prisonniers de toute activité sensorielle ?

Pierre CHATEL

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942



Débarquement des marines soviétiques

Il y a un an, le 3 février 1977, le dictateur Mengistu prenait le pouvoir dans le sang, en faisant mitrailler la moitié des membres de la junte militaire, le DERG. Avec Mengistu allait s'ouvrir une des pages les plus sombres de l'histoire de l'Éthiopie, marquée par une intervention massive du social-impérialisme.

Après le départ de l'empereur Haïlé Sélassié, on avait pu attendre de grands changements en Éthiopie pour les ouvriers et paysans, pour le peuple érythréen et les nationalités opprimées. En fait, le régime militaire, sous un verbiage révolutionnaire, maintient les rapports d'exploitation et exerce une répression sanglante contre les masses et les révolutionnaires. Le DERG fait tirer sur les manifestations ouvrières en avril et septembre 1975. En

septembre 1975, également, la Confédération des travailleurs éthiopiens, forgée dans la lutte contre le régime féodal, est interdite ainsi que toutes les organisations enseignantes et étudiantes. Désormais c'est dans des organisations fascistes que chacun doit être embrigadé. En mai 1976, une nouvelle législation du travail est instaurée, la grève est interdite et passible de mort.

Ce régime, alors soutenu

## Corne de l'Afrique

# UN AN D'INTERVENTION CONTRE LES PEUPLES DE LA RÉGION

militairement par les USA, l'est également politiquement par l'URSS. Dès 1975, le social-impérialisme truffe les organismes de propagande du DERG de conseillers destinés à améliorer leur machine d'embrigadement fasciste. Les journaux rédigés par ces conseillers exaltent le « rôle de l'URSS », tandis que chaque jour la radio retransmet une émission de Radio-Moscou exaltant la « révolution éthiopienne ». La propagande social-impérialiste insulte les masses éthiopiennes en lutte, qualifiées d'« anarchistes » et d'« agents de la CIA ». De plus, le DERG envoie de plus en plus d'étudiants pour qu'ils se « forment »

en URSS. A Moscou, le régime de Brejnev prétend les contrôler en interdisant l'activité de la Fédération Mondiale des Étudiants Éthiopiens (favorable au PRPE). L'année dernière, il faudra même que les étudiants éthiopiens manifestent pour empêcher que l'un d'entre eux ne soit livré par l'URSS à Mengistu.

Devenu définitivement l'« homme fort » du régime, dès les premiers jours de son règne, Mengistu se déchaîne avec l'aide de ses conseillers soviétiques et des conseillers sionistes qui encadrent ses forces de répression. Le 26 février 1977, 44 jeunes révolutionnaires sont exécutés, ainsi que 26 ouvriers de la cimenterie d'Addis-Abeba. Entre le 26 février et le 4 mars 1977, il y a 800 exécutions politiques. Quelques jours plus tard, Castro, en visite en Éthiopie félicite le boucher du DERG : « Mengistu est un vrai révolutionnaire », dit-il. Le 1<sup>er</sup>, des centaines d'étudiants et de jeunes vont encore payer de leur vie la volonté de manifester le jour de la fête des travailleurs. Depuis, la répression contre les révolutionnaires du PRPE et les masses en lutte n'a fait que s'aggraver.

Mengistu est également un partisan fanatique de la répression contre le peuple érythréen et contre les minorités nationales. Alors qu'après la chute de l'empereur, il était possible de négocier, le DERG entreprend, dès janvier 1975 de reconquérir l'Érythrée. En juin 1976, la junte avait tenté d'organiser une « marche rouge » en enrôlant des miliciens parmi les paysans. Mais cette tentative se solde par un échec.

Donc, début 1977, c'est

un régime aux abois, se battant contre son peuple et contre le peuple érythréen que l'URSS va entreprendre de sauver.

Alors que les USA ne semblent plus prêts à le soutenir sans conditions, Brejnev, dans un accord secret conclu en décembre 1976, donne des assurances à Mengistu : il recevra une même assistance militaire et même plus, s'il accepte de rompre avec les USA. C'est ce que fait le dictateur en avril et dès lors, les livraisons d'armes et de matériel vont se succéder à un rythme accéléré : elles atteindront un milliard de dollars (contre 200 millions de dollars venant des États-Unis, les deux années précédentes).

Les premiers envois d'armes, et probablement de quelques dizaines de conseillers cubains et soviétiques dès juillet 77 se soldent par l'échec de la deuxième « marche rouge » contre l'Érythrée. Le mouvement de libération érythréen étend même ses zones libérées, tandis que les forces du FLSO soutenues par la Somalie prennent le contrôle de l'Ogaden.

C'est que de plus en plus de soldats désertent, de plus en plus de paysans refusent de participer à une guerre qui n'est pas la leur, malgré l'hystérie chauvine du régime.

C'est donc à une intervention massive et directe, impliquant des milliers d'hommes et d'énormes quantités de matériel sophistiqué que le social-impérialisme se livre depuis décembre 1977 pour maintenir au pouvoir le DERG et assurer son emprise dans la région, contre les peuples d'Éthiopie, d'Érythrée et de Somalie.

J.P. CHAMPAGNY

## A PROPOS DE LA SITUATION DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE

### Déclaration commune du B.P. du PCR ml et du B.P. du PCMLF

Les Bureaux politiques du PCMLF et du PCR ML considèrent que la tension qui règne dans la Corne de l'Afrique ne cesse de s'accroître, créant une situation gravement préoccupante pour la paix mondiale.

Les combats dans la région de l'Ogaden, opposant l'armée éthiopienne au front de libération de Somalie Occidentale, soutenu par la Somalie, ne cessent de s'intensifier.

Le conflit territorial qui oppose l'Éthiopie à la Somalie est un problème légué par le colonialisme. Comme tous les conflits de ce genre, opposant deux pays du Tiers-Monde, et conformément aux principes définis par la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine combinant le droit à l'autodétermination des peuples et le respect des frontières héritées du colonialisme, il devrait pouvoir se régler par la discussion et la négociation pacifique, sans qu'une guerre fratricide n'oppose les deux peuples.

De nombreux pays africains et l'O.U.A. offrent leur médiation pour qu'une solution soit trouvée dans ce sens.

Mais les deux superpuissances, URSS et USA, ne l'entendent pas ainsi. Elles cherchent à profiter de la situation pour défendre ou développer leur influence et leur position dans cette région d'un haut intérêt stratégique pour leur prétention à l'hégémonie mondiale.

L'Union soviétique se montre une nouvelle fois, particulièrement agressive. Elle est la principale responsable de l'aggravation de ce conflit. Après avoir fait semblant de soutenir et d'aider la Somalie, soumise pendant cette période à un véritable pillage impérialiste, elle a choisi de tenter de prendre la place laissée vide par l'expulsion de l'impérialisme US d'Éthiopie.

Le social impérialisme russe a investi ce pays par ses conseillers économiques et militaires, ses soldats et mercenaires originaires de Cuba et d'autres pays qu'il satellise. C'est sous un encadrement soviéto-cubain que sont déchaînées des actions répressives sanglantes contre les masses populaires éthiopiennes attachées au processus de révolution démocratique et à l'indépendance de leur pays. D'ores et déjà, plusieurs dizaines de milliers de victimes ont été assassinées dans les conditions les plus atroces.

Depuis le mois de décembre dernier, le sixième de la flotte aérienne russe, soit 225 avions, et une dizaine de navires soviétiques déversent en Éthiopie des tonnes d'armements, lances-fusées, missiles, fusils et munitions qui dépassent de très loin les besoins défensifs de l'Éthiopie. Les effectifs militaires soviéto-cubains sur place ont plus que triplé, atteignant désormais 4 500 hommes et La Havane continue de battre le rappel de 5 000 réservistes cubains.

L'objectif avoué de ce spectaculaire déploiement de forces est la reconquête de l'Ogaden, perdue par l'Éthiopie à la fin de l'année 77, mais ce n'est pas le seul. Il vise aussi directement la souveraineté et l'indépendance de la Somalie qui a osé résister à la domination du social-impérialisme russe en dénonçant ses méfaits devant l'opinion publique internationale, en expulsant ses experts et conseillers, en révélant son pillage impérialiste.

L'URSS rêve notamment de reprendre pied dans l'important port somalien de Berbéra, dans le Golfe d'Aden, dont elle a récemment été chassée par les autorités somaliennes. Son plan vise aussi à prendre à revers l'Égypte et le Soudan, deux pays qui ont également rejeté le diktat de Moscou, et à prendre pied dans l'état nouvellement indépendant de Djibouti.

L'Afrique présente un grand intérêt pour le social-impérialisme russe. Elle est la source des matières premières vitales pour l'économie européenne. C'est au large de ses côtes que transitent l'essentiel des pétroliers allant du Moyen Orient à l'Europe. Soumettre ce continent à sa domination serait donc pour Brejnev un pas important vers la conquête de l'Europe, enjeu principal de sa rivalité avec l'impérialisme US.

C'est là aussi la raison de ses agressions précédentes en Angola et au Zaïre, des complots et des manœuvres qu'il trame pour diviser les mouvements de libération en Afrique Australe.

De son côté, les USA n'entendent pas se laisser évincer et ils intriguent en coulisse pour défendre leurs intérêts impérialistes dans cette région.

Le PCR ML et le PCMLF condamnent les agissements des superpuissances en Afrique et dans le monde entier qui se heurtent de plein fouet à l'irrésistible courant des peuples et des pays du Tiers-Monde. Ces derniers se sont dressés dans la lutte contre le colonialisme, l'impérialisme et particulièrement l'hégémonisme des deux superpuissances, pour imposer leur libération, le respect de leur indépendance et de leur souveraineté et un nouvel ordre économique mondial.

Le PCR ML et le PCMLF appellent les travailleurs de France et tous les anti-impérialistes à agir pour soutenir la juste cause des peuples de la Corne de l'Afrique, dans leurs luttes contre les entreprises agressives des superpuissances et particulièrement en l'espèce du social-impérialisme russe.

Indépendance et liberté pour les peuples opprimés en Éthiopie !

Halte à l'agression contre la Somalie indépendante !

**Le B.P. du PCR ml  
Le B.P. du PCMLF  
Le 21 février 1978**

### Communiqué de l'association médicale franco-palestinienne

En date du 14 février 1978, le Croissant Rouge Palestinien demande d'urgence l'envoi de 5 000 sacs de transfusion sanguine. Cette demande est exprimée en raison de la menace grandissante qui pèse sur les Palestiniens au Liban. L'association médicale franco-palestinienne appelle tous les amis du peuple palestinien à un nouvel effort de soutien financier en vue de permettre au Croissant Rouge Palestinien de pouvoir accomplir à tout moment sa tâche humanitaire.

Envoyez vos dons à :

ASSOCIATION MÉDICALE  
FRANCO-PALESTINIENNE  
24 RUE DE LA RÉUNION  
75020 PARIS  
CCP La Source 3452 183

# Dans la bataille, avec les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne

## MAIN BASSE DU PCF

On l'appelait la «ceinture rouge» de Paris, cette banlieue populaire aux implantations industrielles anciennes, aux grosses villes ouvrières. La Seine St Denis, banlieue qui subit la désindustrialisation la plus forte aujourd'hui. Dès avant le Front populaire, le PCF trouvait là son plus fort point d'ancrage. Il bénéficie d'un pouvoir d'appareil important. Mais son emprise commence à être contestée à travers des mouvements de masse qui se multiplient.

### 1<sup>ère</sup> circonscription



**Philippe BLANCHEMANCHE**

Employé

Philippe Blanchemanche organise jusqu'en 73, dans un quartier populaire de Paris, un travail anti-impérialiste.

Il habite aujourd'hui dans la banlieue nord avec sa femme et ses deux enfants. Il engage, avec des travailleurs immigrés, une lutte pour l'abrogation de la circulaire Fontanet. A Gennevilliers en 1974, il prend une part active à la 1<sup>ère</sup> grève des foyers dans les foyers SONACOTRA. Entre-temps il rejoint les communistes révolutionnaires. Avec eux, aux côtés des ouvriers de Chausson et des Câbles de Lyon, il combattra fermement la tactique de division et de sabotage du comité de grève par le PCF. Depuis, lors des multiples grèves qui se sont déclenchées à Gennevilliers, Villeneuve, il s'est attaché à développer l'unité des ouvriers français et immigrés.

Suppléant : Jean JULLIEN  
Monteur câbleur

Agé de 28 ans, il a rejoint les rangs marxistes-léninistes au lendemain de mai 68. Il travaille successivement comme employé cariste et monteur câbleur. A l'Alstom de Saint-Ouen, il combat notamment le racisme et participe à la grève contre les assassinats racistes de Marseille, malgré les consignes du PCF. Il prend part à la dernière grève de juin 77 à l'Alstom.



L'unité de cette 1<sup>ère</sup> circonscription de près de 200 000 habitants, ce n'est pas dans sa géographie que nous pouvons la trouver (elle résulte du découpage de la bourgeoisie). Non, ces 5 communes : Epinay, L'île Saint-Denis, Pierrefitte, Villeneuve, Saint-Ouen, sont à l'image de la «ceinture rouge» avec une omniprésence du PC, secondairement du PS à Epinay.

### 26 000 OUVRIERS A SAINT-OUEN

Saint-Ouen fut longtemps la ville support de la circonscription ; c'était la ville industrielle. Citroën, dès 1923, y occupe les anciennes usines Farcot (marteau-pilon vapeur). Aujourd'hui, les 3 usines du groupe Alstom occupent l'ancien parc du château Louis XVIII.

Ville-usine ayant compté jusqu'à 50 000 ouvriers, Saint-Ouen a subi le départ de la Savier à Blainville, en 60, une série de fermetures (Lesieur, Delle Alstom), licenciements après rachat par d'autres groupes. Aujourd'hui, il n'y a plus que 26 000 ouvriers et la désindustrialisation continue : restructuration du secteur de la machine-outil (Bliss, 300 licenciements), fermeture de Chaix, etc... Parallèlement, les conditions de travail se détériorent : à Wonder, à Ollida en grève récemment, et dans les multiples PME.

### LE «PARTI DES PAUVRES» CHOISIT LES PROPRIÉTAIRES CONTRE LES MAL LOGÉS

Saint-Ouen, fief socialiste d'avant-guerre, 3<sup>e</sup> ville sinistrée de la Seine, a été reconstruite : la vieille ville notamment, où s'accumulent tours et HLM. Mais Saint-Ouen se prête peu aux cités-dortoirs, comme à Epinay, Pierrefitte ou l'île Saint-Denis. Dans tous ces cas, l'action municipale se limite à des réalisations de prestige : ensemble sportif de l'île de Vannes — où s'est tenu le XXII<sup>e</sup> congrès — patinoire avec parking, dont la construction est arrêtée à cause d'une faille, immeubles chers comme le «Garibaldi» ou la résidence Zola. Mais les Audoniens ne peuvent se payer des 3 pièces à 30 millions anciens ; alors on va chercher acquéreur à Paris.

Malgré cela, il reste 1 200 logements vides à Saint-Ouen. Ils se délabrent ou on les rase, comme dans les quartiers de l'Eglise à Epinay ! Pourquoi ne pas les ouvrir comme la loi l'autorise. Le «parti des

## Le «parti des pauvres» du côté des propriétaires

pauvre» avoue qu'il a des électeurs parmi les propriétaires et qu'il ne peut faire sa politique uniquement pour les mal-logés !

C'est encore le PCF qui, bien avant les mesures Stoléro, était d'accord pour pratiquer une politique de discrimination vis-à-vis des travailleurs immigrés, en leur limitant les attributions de logements.

### LE RED STAR, LES MJC UNE GESTION CAPITALISTE

Saint-Ouen devient une ville morte. Le PCF s'est emparé de toute vie de quartier. Il renvoie ses propres adhérents lorsqu'ils veulent animer les maisons de jeunes. L'animatrice de la MJC des Marronniers a été licenciée il y a un an, pour avoir voulu inviter le MLAC. Cette gestion municipale du PS et du PC à un nom : C'est une gestion capitaliste.

Le maire-adjoint, Sanchez, et le milliardaire «rouge» Doumeng sont embarrassés avec l'équipe du Red Star. Ils sont obligés de payer à prix d'or d'anciennes vedettes comme Gondet, Magnusson. Les notables de gauche s'inquiètent de ceux qui commencent à délier leur langue : le personnel communal fait l'expérience de l'«autogestion» à la mode PCF : il n'est pire patron que celui qui se donne un visage de gauche !

Quant aux ouvriers, ils ont pu juger du soutien des partis de gauche aux luttes

qu'ils ont menées dans la dernière période : au printemps dernier, quand les ouvriers de l'Alstom réclamaient 300 F pour tous, le 13<sup>e</sup> mois, la solution était, paraît-il, le programme commun. A Chaix, après avoir fait le nettoyage de tous les éléments combattifs dans la CGT et après avoir liquidé la section CFDT, le PCF se retrouve seul avec sa cellule.

### PAULETTE FOST S'ASSURE LE SIEGE DE FAJON

C'est Paulette Fost, l'adjointe au maire de Saint-Ouen, membre du CC du PCF, qui succède à Fajon. Gosselet, le suppléant, a gravi les échelons jusqu'à devenir maire-adjoint d'Epinay. Fost et Gosselet affrontent Bonnemaison, le maire PS d'Epinay, dont l'audience a progressé. Celui-ci se souvient qu'en 1958 son prédécesseur avait battu Fajon de 500 voix avec l'aide de la droite.

Terranova, le candidat RPR, n'y croit plus, mais participe quand même.

Des aspirations nouvelles, de la volonté de lutte qui se manifestent contre le plan Barre et contre la gestion municipale, il ne sera pas question dans cette querelle électorale. L'UOPDP, avec Philippe Blanchemanche et Jean Jullien, mènera la bataille contre les licenciements, contre des salaires de misère, pour une société où les travailleurs prendront en main leurs affaires.



**Yves CHEVET**

Ouvrier du transport

Agé de 32 ans, marié et père de deux enfants, Yves Chevet habite à la cité des Francs Moisis.

Il mène d'abord un combat anti-impérialiste dès 1968. Travaillant comme monteur sur les chantiers d'Usinor Dunkerque en 1969, il contribue à l'organisation des premières forces marxistes-léninistes sur la ville. En liaison avec les travailleurs immigrés de son foyer, il monte un comité de locataires qui conduit des grèves de loyers victorieuses 2 années de suite.

A Liévin, après l'assassinat de 42 mineurs, il y organise avec d'autres camarades le tribunal populaire.

Depuis, il est à Paris. Habitant depuis plusieurs années la banlieue Nord, c'est là qu'il participe au rassemblement des forces révolutionnaires.

Suppléant : Gilles BOILLOT  
Ouvrier métallo

Gilles Boillot a 24 ans et habite à Saint-Denis, où il travaille dans une petite usine.

Quand il était stagiaire au centre FPA de Meaux, il impulsa la construction d'une section CGT, qui sera à l'origine de la coordination nationale de 35 centres en 1976.

A Saint-Denis, il participe activement à la riposte populaire contre l'assassinat de Gilles Ollivier.

### 2<sup>e</sup> circonscription

Saint-Denis : «La Basilique ?» vous diront certains. «Saint-Denis, ses usines et ses cités» répondront les autres. Métallurgie, mécanique, bâtiment, attirés par le canal et le chemin de fer se sont installés dans les quartiers de «La Plaine» et de «Pleyvel». Les industries chimiques, électronique et électrique ont suivi, fournissant avec les premières, 80 % des emplois industriels. Les grosses entreprises, nombreuses ici, Jeumont-Schneider, Thomson-Brandt, Christoffe, sont concurrencées par le secteur tertiaire : Caisse d'Allocations Familiales, la Sécurité Sociale, la RATP, gros employeurs également.

Saint-Denis subit une véritable crise de désindustrialisation depuis 1958. Roussel-UCLAF, PUK, Cazeneuve (machines-outils) ... ne sont que quelques noms parmi les 75 entreprises qui ont fermé depuis 1958 ! Soit une perte de 18 000 emplois. On dénombre officiellement 5 000 chômeurs. La population ouvrière est en décroissance ; cependant elle représente encore presque la moitié des actifs de la ville.

Sur les 100 000 Dyonisiens, on compte 20 % d'étrangers. C'est justement avec les travailleurs immigrés et aussi les jeunes que les contradictions avec le PCF sont les plus marquées.

### LE PCF, UNE DOMINATION VIEILLE DE 48 ANS

Au pouvoir dans la ville depuis plus de 48 ans, le PCF de Saint-Denis a eu le temps de s'investir dans tous les organismes locaux, de se construire un appareil municipal impressionnant. Le règne du PCF a seulement été interrompu par l'épisode de Doriot, ancien membre du B.P. de ce parti, passé dans le camp fasciste. C'est après

# et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne

## SUR LA SEINE SAINT DENIS

### Les petites usines de Montreuil liquidées dans le silence



Comme toutes les villes de la banlieue parisienne, Montreuil est une grosse agglomération : plus de 100 000 habitants. Avec Rosny, elle forme la 7<sup>e</sup> circonscription de la Seine Saint-Denis. Tous les parisiens connaissent, au moins de nom, le gigantesque centre commercial de Rosny 2. Quant à Montreuil, la coupure est assez nette entre le Bas-Montreuil — rues grises, murs d'usines, rénovation du côté de la Croix de Chavaux — et le Haut Montreuil des grandes tours et de la boue.

Dans cette ville de petites et moyennes entreprises (pas plus de 6 à 700 ouvriers), des personnes peuvent encore travailler près de chez elles. Mais les petites boîtes sont liquidées dans le silence.

En 72, Lefranc et Dreyfus disparaissent, puis c'est le tour de Pernod, la Sadek... Des usines qui licencient, on peut en citer à la pelle : Kréma, Darboy (malgré la lutte qui s'y est menée en 73 ; plus récemment Grandin, Barthelay, Arena, Réela, etc. ; aujourd'hui Dentzer.

L'industrie est remplacée par le secteur tertiaire, qui vient à point nommé fournir un renfort électoral appréciable au PCF (par exemple installation du siège de l'URSSAF à Montreuil).

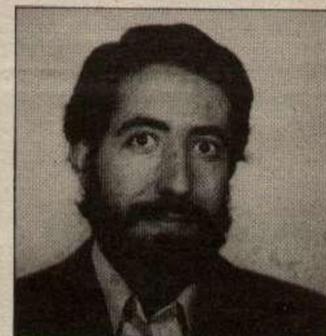
Vieux Montreuil ressemblant au XX<sup>e</sup> qu'il côtoie, nouveau Montreuil des grands ensembles, annonçant la banlieue-dortoir sont victimes d'une même politique de prestige menée par la municipalité en matière d'urbanisme. Que peut-on avoir à faire de la plus belle bibliothèque d'Europe, d'une fontaine sur la place de la mairie quand on ne trouve pas à se loger ? La municipalité préfère construire des résidences de luxe où le F 4 coûte plus de 1 000 F, plutôt que des logements sociaux.

Si prompt à bâtir des résidences de haut standing, le PCF à Montreuil se refuse à construire de nouveaux foyers pour les travailleurs immigrés. Il crie à l'injustice, dénonçant que ce soit toujours aux mains «démocratiques» de supporter l'accueil des travailleurs immigrés. De nombreux foyers sont installés ici : les foyers AFTAM, surtout pour les travailleurs sénégalais, mauritaniens et maliens) les foyers SONACOTRA surtout pour l'immigration d'Afrique du Nord. Les foyers AFTAM sont de véritables taudis où les locataires vivent à 4 ou 6 dans une pièce. Les travailleurs immigrés ont mené de nombreuses luttes pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Mais la mairie s'est toujours opposée à ces revendications. C'est à Montreuil aussi, rue Pépin, qu'avait lieu une importante grève de la faim en 1971 contre la circulaire Fontanet. Les grévistes immigrés avaient gagné et obtenu leurs dossiers de la préfecture.

Montreuil, c'était le fief de Jacques Duclos. Louis Odru était son terno suppléant. Il est actuellement le député sortant et se représente. Il ne peut vraiment pas se glorifier de la politique qu'il mène avec son parti dans la circonscription. Quand il ne peut pas diriger une lutte, il l'étouffe : c'est ce qu'il a essayé vainement de faire avec la lutte contre la SONACOTRA. Quand une opposition se fait jour, il ne la laisse pas s'exprimer : c'est ce qu'il fait en refusant de fournir une salle à l'UOPDP.

Le PCF se livre à une campagne raciste par voie d'affiches signées par le maire lui-même qui exalte qu'il y a trop d'immigrés à Montreuil !!

### 7<sup>e</sup> circonscription



**Georges FERNANDEZ**

Employé

Fils de réfugiés politiques, Georges Fernandez a pu très tôt connaître les conditions de travail faites aux ouvriers, surtout immigrés, avec son père qui était ouvrier du bâtiment.

Le mouvement de mai 68 lui donne la mesure de la force que peuvent représenter les travailleurs en lutte. En 1975, il se bat pour soutenir les soldats et les syndicalistes emprisonnés. Son expérience de plongeur dans une cafétéria sera décisive pour sa prise de conscience.

Georges Fernandez réussit, avec d'autres camarades, à monter une section syndicale nombreuse et combative. Le PCF empêche les cotisations et... disparaît. Peu de temps après, Georges Fernandez est licencié à Flunch : une erreur de caisse suffit pour cela...

A la suite de cette expérience, Georges rejoint les révolutionnaires. Pour construire le comité de l'UOPDP, il a engagé tout un travail de contacts, surtout au quartier du Bel Air.

Georges Fernandez est marié et père de famille.

Suppléant : Serge DENARIE  
Employé

Employé à la Sécurité sociale, âgé de 27 ans, Serge Denarie est marié et a un enfant. Il est particulièrement lié aux résidents Sonacotra en lutte pour avoir soutenu assidûment leur grève et le comité de coordination.

## Domination du PCF rejetée par les jeunes et les travailleurs immigrés

Une dure bataille que Jacques Duclos et Charles Tillon l'éliminent. Le député sortant est aujourd'hui Marcelin Berthelot, maire de Saint-Denis, mais il ne se représente pas. Il est remplacé par Pierre Zarka, ancien secrétaire de l'UEC, permanent au MJCF. Candidature parachutée à Saint-Denis... Elle a dû faire l'objet de longues discussions dans les cellules pour être acceptée par les militants. Il a fallu tout le poids de Berthelot lui-même indiquant qu'il n'avait pas été contraint à donner sa place. Quand Paul Laurent est venu à Saint-Denis début février, près du tiers de son intervention a porté sur ce remplacement. Pour le faire accepter, Paul Laurent a dû expliquer aux militants qu'il fallait à Saint-Denis, fournir un effort particulier en direction de la jeunesse ; ce qui motivait la candidature. Dans les faits, il faut assurer à Zarka — qui fait partie de la génération montante du XXII<sup>e</sup> Congrès — une circonscription où il est assuré d'être élu.

«LA MAIRIE, ELLE EST POURRIE» DISENT LES JEUNES

Quant aux jeunes, eux aussi ils ont acquis une forte expérience pratique du caractère anti-populaire et répressif du parti de Marchais. En juillet 76, un jeune de 16 ans est abattu par les flics. Ils s'enfuient en laissant Gilles Ollivier agoniser seul dans la rue. Une commission populaire d'enquête est aussitôt mise sur pied, avec des habitants de St-Denis, pour faire toute la vérité sur cet assassinat. Les jeunes communistes révolutionnaires prennent une part active à la mobilisation. Pendant ce temps-là, le PCF a l'aplomb de distribuer un tract appelant au renforcement de la police sur la banlieue !

Le contentieux entre la mairie et les jeunes est lourd. A St-Denis, ville de

100 000 habitants, les loisirs sont rares pour eux. Ils réclament en vain des terrains de foot : la municipalité les réserve à des professionnels (Red Star).

A côté de ça, le PCF mène sa traditionnelle politique d'assistance. Aux Assises sur la Misère, en 77, le maire ne déclarait-il pas : «Si un jeune a des problèmes d'emploi, qu'il vienne nous voir à la mairie». Manière individuelle de régler les problèmes pour éviter toute mobilisation collective.

Dans les luttes, la tactique de l'UL CGT est simple : laisser pourrir le conflit. A Roto 2001, petite imprimerie occupée par ses employés en 76, l'UL brise la combativité des travailleurs au point que plusieurs s'en vont chercher du travail ailleurs. Puis une solution est adoptée, présentée comme une victoire parce qu'elle reprend presque tous les ouvriers... c'est à-dire seulement ceux qui restent. A Cazeneuve (plus de 400 salariés), même procédé. Le PCF récupère la quarantaine d'ouvriers qui restent dans l'usine après plusieurs mois d'occupation.

### UN FOISONNEMENT D'ORGANISATIONS

Mais aujourd'hui, à St-Denis, l'emprise du PCF est stagnante. Des mouvements spontanés de masse, un foisonnement d'organisations apparaissent. Ils témoignent des revendications des Dyonisiens à prendre leurs affaires en main, en opposition au PCF. Les aspirations qui s'expriment dans les foyers, dans les cités, dans les usines, l'UOPDP s'en fera porteur pour qu'elles s'unifient dans un combat autonome par rapport aux partis de gauche.

### ICI, ON NE LOGE PLUS LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

L'OP HLM de la ville de Saint-Denis gère un parc de plus de 10 000 logements, soit le tiers de tous ceux de la commune. Or, quand on sait que 45 % de la population vit dans les cités, on comprend l'enjeu de politique municipale en matière de logement. Le PCF s'est lancé dans la destruction d'une partie du centre ville, autour de la basilique. Quantité de pâtés de maisons, où n'habitaient plus que des travailleurs immigrés, ont été rasés. Que va-t-on y construire à la place ? Un hôtel de luxe pour attirer les touristes, des bureaux, des immeubles de standing. «On ne peut pas faire de logements sociaux ici,

# LE REMANIEMENT MINISTÉRIEL EN ESPAGNE

Dans le remaniement ministériel opéré le 24 février à Madrid, et qui affecte la plupart des « ministères économiques », deux faits prennent un relief particulier : le départ de Fuentes Quintana, ministre démissionnaire de l'économie, et l'arrivée d'un représentant éminent de l'organisation patronale CEOE, Agustín Roríguez Sahagún.

## LE « PÈRE » DU PACTE DE LA MONCLOA S'EN VA

Fuentes Quintana avait constitué une sorte de super-ministère d'où il entendait mener l'offensive pour la modernisation de l'économie espagnole. Il avait joué un rôle très actif dans la conception du Pacte de la Moncloa, plan d'austérité signé par presque tous les partis politiques. Une réforme fiscale applicable rapidement, le contrôle des prix, le resserrement du crédit, le blocage des salaires, constituaient les principaux aspects de sa politique économique. Mais celle-ci était très fortement contes-

tée par d'autres ministres, notamment celui de l'industrie, Alberto Oliart ; plusieurs projets de Quintana s'étaient enlisés dans les bureaux de ses collègues. L'aspect le plus immédiat du remaniement est d'homogénéiser une équipe économique, jusqu'alors très ouvertement divisée.

## RÔLE CROISSANT DE L'ÉTAT DANS L'ÉCONOMIE

La pierre de touche des divisions les plus récentes est le rôle de l'État dans l'économie. Quintana considérait qu'une restructuration rationnelle passait par la nationalisation d'importants secteurs comme la sidérurgie ou les chantiers navals. En effet, l'Espagne qui est devenue un pays exportateur dans ce secteur est affectée par la crise mondiale de la sidérurgie. L'important complexe de Sagunto, à côté de Valence, est en difficulté. C'est également le cas de l'entreprise Ensidesa dans les Asturies. L'affaire est très importante puisqu'à Sagunto,

les principaux trusts et banques du pays sont concernés : Altos Hornos del Mediterraneo, Altos Hornos de Vizcaya et les banques Baresto, Urquijo et Hispano. L'US Steel détient également 15 % de l'affaire.

## LA MANNE DE L'INI

La formule de nationalisation totale avait provoqué de très violents remous dans le grand patronat. La formule qui avait été retenue était plus simple : augmentation progressive du capital de l'entreprise dans la forme d'un apport de l'organisme d'État INI. L'Institut National de l'Industrie tend à prendre une part croissante dans l'activité économique. Récemment, l'INI vient de créer une Confédération bancaire, avec fonds mixtes, chargée d'aider et d'assainir le secteur bancaire, ébranlé par la cessation de paiement de la Banque de Navarre. Ce contrôle croissant de l'État sur l'économie est envisagé de manière favorable par les révisionnistes. Curieusement, le Fonds Mo-

nétaire International vient d'apporter un appui éclatant à la politique économique de Fuentes Quintana, en octroyant à l'Espagne un prêt de 300 millions de dollars, « sans conditions », c'est-à-dire sans autre condition que la poursuite du Plan d'austérité signé à la Moncloa.

## LES PATRONS EN COLÈRE

Cet aval international, venant après celui de l'OCDE en novembre dernier n'a pas suffi, apparemment, à désarmer le grand patronat. Les CEOE, la Confédération Espagnole des Organisations d'Entreprise, équivalent du CNPF en France, n'a pas ménagé ses critiques. Son président, Carlos Ferrer, a exigé à plusieurs reprises que « le gouvernement fasse une politique qui corresponde à ce qu'il représente. Le pays, en lui donnant sa voix, a choisi un gouvernement du centre, et la réalité, c'est qu'il est en train d'agir sur la base d'un programme de gauche ».

## LA LIBERTÉ DE LICENCIER : VERS LES 3 MILLIONS DE CHOMEURS !

Tout en faisant la part de la polémique dans cette déclaration — les patrons ont tenu un grand meeting au Palais des Sports de Madrid —, il faut y voir de sérieuses divergences : contre le dirigisme d'État, contre des coûts salariaux jugés trop élevés, contre la baisse de la productivité, etc. Les patrons s'estiment asphyxiés par l'encadrement du crédit : depuis 77, il y a 54 faillites, et 34 cessations de paiement par mois. On parle de grève des investissements. Les patrons réclament la liberté des prix, mais par-dessus tout, la liberté de licencier (« flexibilisation du personnel »). Avant même le licenciement, le gouvernement Suarez avait déposé un projet de loi allant dans ce sens. La CEOE regroupe en son sein le grand patronat, parmi lequel des nostalgiques du fascisme. La CEOE déplore, par exemple, que la grève soit devenue un « sport national ».

## LE PACTE REMIS EN CAUSE ?

Le remaniement semble indiquer que Suarez a cédé à certaines pressions du patronat, pour appliquer un plan d'austérité bien plus lourd pour les travailleurs, et « dédommager » davantage de la crise les patrons. De fait, le Pacte

de la Moncloa pourrait voir certains de ses aspects mis en cause, sans que, pour autant les patrons et le gouvernement entendent renoncer à lui. « Le pacte est mauvais, mais il faut l'appliquer, dit la CEOE, le boycotter, ce serait comme jeter des pierres sur son propre toit ». Le consensus social est pour l'instant considéré comme l'essentiel par pratiquement toute la classe politique espagnole, des révisionnistes à l'UCD, en passant par le PSOE. Il suffit à Suarez de savoir jusqu'où « ne pas aller trop loin ».

## ARRIERES PENSEES ELECTORALES

Le remaniement met en place des fidèles de Suarez tels que Abril Martorell à l'économie, et Sanchez Teran aux transports. Il s'agit d'hommes de confiance du chef de gouvernement, chargés respectivement des affaires politiques et des négociations avec Taradellas sur la Generalitat. Ainsi, les arrières pensées électorales pourraient ne pas être absentes de ces changements de portefeuilles. Il était question de faire de nouvelles élections législatives, juste après le référendum constitutionnel, de façon à éviter l'injure du pouvoir, et le grignotage du PSOE. Le remaniement serait une manière de resoudre l'électorat centriste.

Hélène VARJAC

## Sénégal

# DERRIÈRE LES ÉLECTIONS, LES RIVALITÉS IMPÉRIALISTES

En organisant des élections, limitées aux trois partis autorisés, Senghor se donne une façade démocratique et fait une opération préventive pour canaliser le mécontentement populaire. En même temps, derrière les forces qui s'affrontent se profilent les rivalités impérialistes au Sénégal.

Le parti socialiste de Senghor s'est, bien entendu, donné tous les moyens de garder la majorité. Bien entendu, la bourgeoisie sénégalaise au pouvoir est liée avec l'impérialisme français depuis 20 ans. Cependant, membre de l'Internationale Socialiste, Senghor entretient les meilleures relations avec Mitterrand et n'aurait rien à perdre à une arrivée du PS au pouvoir. Senghor a également reçu l'année dernière une délégation du PCF, bien que le parti révisionniste français soutienne le PAI.

Le PDS (Parti démocrate-socialiste) classé au « centre droit », malgré lui

par Senghor, ne fait que des critiques de détail et de forme au régime de Senghor et à l'impérialisme français. Il se présente plus comme un parti de contribution que d'opposition et est très lié à l'impérialisme américain dont il semble faire le jeu.

Le troisième parti autorisé est le parti révisionniste légal P.A.I. Il est très faible, quelques centaines de militants. Il préconise « un dialogue entre toutes les classes et couches sociales du Sénégal » et prétend « s'inspirer du socialisme scientifique ». Le parti n'a aucune emprise sur les masses, il n'a dirigé dernièrement aucune lutte : ce n'est pas par hasard que Senghor l'a autorisé car il n'est pas dangereux pour lui. Il n'en est pas de même en ce qui concerne l'autre parti révisionniste, le PAI clandestin : celui-ci se réclame ouvertement de l'URSS qui le soutient et l'aide financièrement. Ce parti cherche à s'in-

filtrer dans l'appareil d'État.

Le parti d'opposition le plus important n'a pas été autorisé : c'est le Rassemblement National Démocratique (R.N.D.). Ce parti a des aspects positifs : il réclame le départ des troupes françaises d'agression et prétend lutter pour « une société de démocratie nouvelle ». Mais il n'est pas dépourvu d'ambiguïtés. Le RND se définit comme « de parti des ouvriers, des paysans, des intellectuels, et des bourgeois patriotes ». Il entend « décoloniser l'appareil d'État, chasser les assistants techniques et nationaliser les secteurs les plus importants ». Il faut souligner que, dans tous ses textes, le RND dénonce exclusivement l'impérialisme français dont il prétend que le Sénégal est une « chasse gardée ». Analyse erronée, dans la mesure où, si la part de celui-ci reste prépondérante, le taux de croissance des intérêts des impérialismes occidentaux



Senghor : lié à Giscard, mais collègue de Mitterrand à l'Internationale socialiste...

et du social-impérialisme est supérieur à celui des intérêts français. D'autre part, dans sa presse, le RND a pris la défense des interventions de l'URSS en Afrique, affirmant qu'« elle avait toujours été du côté des Africains ». Même si le RND s'est gonflé récemment de beaucoup de militants en l'absence de perspectives révolutionnaires claires, on voit qu'il est loin d'être une organisation anti-impérialiste consécutive.

## A L'ÉCOLE DE LA LUTTE

Ce n'est ni de Senghor, ni des partis existant à l'heure actuelle que les travailleurs et la jeunesse

du Sénégal attendent la démocratie. La démocratie, ils la découvrent et l'imposent dans la lutte de classes, contre les formes d'organisation imposées par le pouvoir.

Au cours des luttes étudiantes du printemps dernier, un intense débat s'est poursuivi : l'opportunisme, l'esprit de conciliation avec le pouvoir y a été massivement critiqué. Une organisation, l'AGES (Association Générale des Étudiants Sénégalais) s'est développée contre l'UES, syndicat « apolitique » soutenu par les révisionnistes. L'AGES lutte pour une université nationale démocratique et populaire.

L'année 1977 a vu également de nombreuses lut-

tes revendicatives des travailleurs : ouvriers de l'émaillerie, cheminots, transports publics, employé des hôtels Méridien. Malgré la répression (480 licenciements à l'émaillerie), les travailleurs ont tenu bon et ont refusé les mesures de conciliation anti-grève prévues par le gouvernement. Les travailleurs ont remis en cause les dirigeants opportunistes du syndicat gouvernemental CNTS. Deux syndicats indépendants du gouvernement : l'UTLS et la CGDTLS ont été créés ; les travailleurs revendiquent leur reconnaissance. C'est ainsi qu'ils ont répondu à « l'ouverture démocratique » de Senghor.

J.P. CHAMPAGNY

## PROGRAMME TÉLÉ

Lundi 27 février

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure  
18 h 25 - Pour les jeunes  
18 h 55 - La passagère  
19 h 10 - Une minute pour les femmes  
19 h 40 - Eh bien, raconte  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - Campagne électorale  
21 h 10 - L'avenir du futur. L'odyssée sous la mer  
22 h 40 - Débat  
23 h 35 - Journal et fin

A 2

18 h 25 - Isabelle et ses amis  
18 h 40 - C'est la vie  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - Campagne électorale  
21 h 05 - La tête et les jambes  
22 h 10 - Racines. Feuilleton  
23 h 00 - Cath  
23 h 35 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse  
19 h 05 - Télévision régionale  
19 h 40 - Scènes de la vie de Province  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 35 - Campagne électorale  
21 h 00 - Brannigan. Film américain de D. Hickox  
22 h 45 - Journal et fin

Mardi 28 février

TF 1

18 h 25 - Pour les jeunes  
18 h 55 - La passagère  
19 h 40 - Eh bien, raconte  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - Campagne électorale  
21 h 15 - Musique en tête. Charles Aznavour  
22 h 25 - La croisière des sables  
23 h 30 - Journal et fin.

A 2

18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - Campagne électorale  
21 h 05 - Les dossiers de l'écran. La descente infernale. Film américain, de M. Ritchie avec Robert Redford

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse  
19 h 05 - Télévision régionale  
19 h 40 - Scène de la vie de Province  
19 h 55 - Les jeux de vingt heures  
20 h 35 - Campagne électorale  
21 h 00 - Rio Conchos. Film américain de G. Douglas  
22 h 40 - Journal

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

A propos de la rentabilisation de l'action sanitaire et sociale  
LES PERSPECTIVES DE LA GAUCHE :  
POUR UN ORDRE «SOCIAL», «LIBÉRAL»  
ET «SCIENTIFIQUE»

● A deux semaines des élections, l'assaut de démagogie des partis bourgeois fait souvent oublier leurs projets. C'est le cas, à propos du secteur social, où, si l'on peut juger la droite sur pièces, la gauche fait parfois illusion. Notre correspondant de Senones indique ici son point de vue sur les conceptions du PS et du PCF. Lorsqu'il signale que le PCF «conçoit le désaliéniste comme disponible pour une psychiatrie de l'extension», il met le doigt sur un des aspects du projet de ce parti, particulièrement inquiétant.

Les perspectives développées par les directions politiques du PS d'une part, et du PC d'autre part, ne sont pas assimilables bien qu'elles soient deux variantes de restructuration du secteur social et qu'elles s'appuient toutes les deux sur les acquis récents de la rationalisation étatique du secteur social (loi sociale-loi d'orientation-CDES-projets A.U.D.A.S. et G.A.M.I.N.).

Dans la mouvance du PS, il s'agit de prolonger les orientations actuelles en combinant une gestion plus ferme et des ouvertures idéologiques plus larges. A la bourgeoisie «bien pensante» d'arrière garde, sera préféré le «jeune loup» à bottines et costume de velours, outillé des dernières références théoriques à la mode : psychanalyse, analyse institutionnelle... Il ne sera pas inutile de faire les yeux doux à la «marge» pour afficher un style «pop» et inspirer d'audacieuses innovations. L'arme, ici, c'est la démagogie et le consensus ambigu.

Dans la mouvance du PC, le changement ne s'annonce pas aussi clairement dans la continuité, il peut donc sembler, à première vue, que la rupture est plus radicale. Il n'en est rien. L'objectif politique du PC n'est pas

le capitalisme libéral avancé, mais le capitalisme d'État. Les valeurs deviennent sciences-techniques-spécialités - fonctionnarisation.

Que ce soit dans la variante «capitalisme libéral» ou dans la variante «capitalisme d'État» la caution scientifique est primordiale : il s'agit de mettre en place des «spécialistes» dotés de moyens différents de mystifier les masses : d'un côté modernité scientifique et attitude (A.U.D.A.S.S.) méthodologique, de l'autre sciences académiques et sérieux professionnel. Dans les deux cas, pas de salut hors du champ de «compétence», les enfers de l'idéalisme réactionnaire sont promis à tous ceux qui pensent que la «science» n'est pas au-dessus des classes. Ces quelques différences secondaires dans le style d'interventions mises à part, l'essentiel sera préservé : il s'agit d'instituer la psychiatrie comme un service public basé sur trois choix :  
- Refus d'une psychiatrie de rejet dans des institutions coupées du tissu social,  
- Priorité à une pratique de prévention au sein de l'école et de la famille,  
- Les lieux de pratiques devront devenir des lieux de recherche, de formation et de soins.

Ces trois choix sont à la base de la politique de sectorisation. Aussi, lorsque la «gauche» critique l'application actuelle de cette politique, ce n'est pas un retour en arrière mais une autre vision des choses.

Au despotisme et à l'hospitalo-centrisme, est opposé le «Conseil de secteur» qui est une mystification de plus. Car, en effet, ce «Conseil», loin d'être un lieu de contrôle par les usagers sera un appareil de gestion décentralisé. Les usagers seront représentés par des élus municipaux, des élus de la Sécurité Sociale, etc... Il s'agira pour eux d'aider les psychiatres à dresser la carte de la «demande» psychiatrique et de rentabiliser les institutions en place. Il ne s'agira pas, pour les usagers, d'envisager ensemble le traitement des causes sociales de l'inadaptation mais de collaborer à un nouveau style de prise en charge de l'inadaptation, de maintenir l'inadaptation dans un «ghetto» décentralisé sous l'œil vigilant des «spécialistes». Quant aux critiques, elles deviendront une attaque contre les «acquis des travailleurs».

Pour la gauche, il s'agit de psychiatiser tout le champ social. En voici quelques exemples :

«Considérant le jeu dialectique de la variation des connaissances psychiatriques avec la découverte de champs d'application nouveaux et la variation de la demande concomitante, on conçoit le désaliéniste comme disponible pour une psychiatrie d'extension. (cf. Bonnafé : dossier «Corbeil» dans «L'information psychiatrique»).

«Allons-nous nous prononcer pour le déballeage de toutes les fantaisies, la reconnaissance en droit de toutes les perversions ? Car il y a des perversions et cela ne relève pas de la politique ni d'ailleurs de la police, mais de la science médicale». (cf. G. Poussy au début du XXII<sup>e</sup> congrès du PCF).

Et pour défendre l'institution familiale qui ne serait pas traversée par la lutte de classes :

«La connaissance des conditions actuelles d'existence de la famille conduit à la situer au point le plus sensible de la crise sociale et à percevoir que structure des plus vulnérables à la politique de sabotage des besoins de l'homme, elle appelle à sa défense prioritaire». (cf. Tony Lainé dans «La nouvelle critique». N° 59, décembre 1972).

Ainsi, les psychiatres du PCF font de la famille une sorte d'entité biologique naturelle «oubliant» les luttes de libération de la femme, d'émancipation de l'enfance, contre la misère sexuelle.

En s'opposant à la crise de la famille, ils poursuivent une tâche de normalisation des individus dans un cadre imposé par le capitalisme. En développant un discours prétendu scientifique sur la folie et la famille, ils apportent une caution «scientifique» à l'idéologie bourgeoise. Voilà donc ce que sont dans l'ensemble les perspectives de «gauche», vis-à-vis de l'ordre social et d'une «politique psychiatrique différente...»

Corres. de Senones

## Et l'acier fut trempé

77<sup>e</sup> épisode

Une sédition contre-révolutionnaire vient d'être écrasée. Le comité provincial du Parti se réunit...

Les questions incisives se mirent à pleuvoir sur le chauve, qui cherchait à les éviter comme on fuit une meute de créanciers importuns, pressés de recouvrer leur dû.

Glissant comme une anguille, il éludait les réponses directes, mais ses yeux erraient en tous sens. Il pressentait le danger du fond de ses entrailles. Nerveux, apeuré, il ne souhaitait qu'une chose : sortir de là le plus tôt possible pour rejoindre son épouse, encore jeune, qui l'attendait près d'un substantiel repas en lisant, pour tuer le temps, un roman de Paul de Kock.

Tout en continuant d'écouter attentivement les réponses du chauve, Fédor écrivit sur son bloc-notes : « Je pense qu'il faut sonder ce bonhomme plus à fond, il y a là autre chose qu'une simple incapacité. J'ai déjà recueilli quelques éléments à son sujet... Arrêtons la discussion, laissons-le filer et passons au travail pratique. »

Le président lut la note et acquiesça d'un signe de tête.

Joukhraï se leva et passa dans l'entrée où se trouvait le téléphone. Lorsqu'il revint, le président achevait de lire la résolution :

«...révoquer la direction du Jelleskom pour sabotage manifeste. Transmettre l'affaire du chantier aux organismes judiciaires pour instruction. »

Extraits

Nicolas OSTROVSKI

Le chauve s'attendait à pire. Il est vrai que la révocation pour sabotage mettait en doute son loyalisme politique, mais cela n'avait pas d'importance; quant à l'affaire du chantier de Boïarka, il se sentait tranquille, elle n'était pas de son ressort. « Ouf, j'ai craint un moment qu'ils n'aient deviné quelque chose... »

Serrant ses papiers dans sa serviette, il dit, presque rassuré :

— Que voulez-vous, je suis un spécialiste sans-parti et vous avez le droit de ne pas me faire confiance. Mais j'ai la conscience pure. Ce que je n'ai pas fait, je ne pouvais vraiment pas le faire.

Personne ne lui répondit. Il sortit, descendit l'escalier à la hâte et ouvrit la porte extérieure avec un sentiment de soulagement.

— Votre nom, citoyen ? lui demanda un homme en capote militaire.

Le cœur battant la chamade, le chauve hoqueta :  
— Tcher...vinski.

Après son départ, treize hommes se serrèrent difficilement autour de la grande table, dans le bureau du président du comité exécutif.

Le doigt de Joukhraï s'appuya sur la carte déroulée.

— Regardez... Voici la gare de Boïarka, à six verstes du chantier de coupe où sont emboîtés 220.000 mètres cubes de bois. Huit mois d'efforts, un travail énorme et, à cause d'une trahison, les

trains et la ville sont sans combustible. Il y a six verstes jusqu'à la gare pour transporter ce bois. Et ça demande au minimum 5.000 charrettes pendant un mois, à condition encore qu'on fasse deux voyages par jour. Le village le plus proche est à quinze verstes de là. Enfin, la région est infestée par les bandits d'Orlik... Vous comprenez ce que ça veut dire ?... D'après le plan, la coupe devait commencer ici, en allant vers la gare. Ces fripouilles l'ont engagée dans la direction opposée, au cœur de la forêt. Ils ont bien calculé leur coup : le bois stocké ne pourra pas être transporté jusqu'à la voie. En effet, on aura bien du mal à trouver ne serait-ce que cent charrettes. Vous voyez de quel côté ils nous attaquent !... C'est aussi dangereux que le comité insurrectionnel.

Le poing fermé de Joukhraï se posa lourdement sur le papier brillant.

Chacun des treize présents se représentait nettement toute l'horreur du danger qui les menaçait et que Joukhraï n'avait pas précisé : l'imminence de l'hiver ; les hôpitaux, les écoles, les administrations et des centaines de milliers de personnes livrés aux rigueurs du gel ; dans les gares, des fourmillières humaines pour un train par semaine.

Ils réfléchissaient profondément. A SUIVRE

## Voyage à l'intérieur des sondages (1)

# COMMENT SONT RÉALISÉS LES SONDAGES ?

● Depuis 1936, date à laquelle le sondage d'opinion fit son apparition lors d'une campagne électorale aux USA, les sondages ont pris de plus en plus d'importance. De gadgets un peu mystérieux qu'ils étaient au départ, ils sont devenus l'argument le plus prisé des hommes politiques bourgeois ou de leur presse. De la formulation vague de *Libération* en 1944 (« les personnes interrogées ont répondu que... »), on en est venu à l'argument sans appel : « 83 % des Français sont d'accord avec Poniatovski pour enrayer la criminalité ».

La vive polémique entretenue à propos de leur publication en période électorale s'est pour l'instant calmée. La loi votée l'an dernier, après de multiples allers et retours parlementaires, y est pour quelque chose, puisqu'elle interdit toute publication de sondage une semaine avant le premier tour. Mais si vifs et si moralisants qu'aient été les arguments échangés, ils n'ont curieusement pas porté sur l'ensemble des sondages d'opinion. Bien au contraire, ceux qui crient au « viol de la démocratie » à propos des sondages électoraux, sont les premiers à se féliciter de leur utilisation systématique à propos de tel ou tel évènement.

Empressement compréhensible, car les hommes politiques bourgeois, ou leurs relais dans les médias savent que le sondage est devenu instrument du pouvoir, moyen de « faire passer » des idées, de se faire plébisciter à bon compte. D'autant plus que les conclusions auxquelles il donne lieu se parent de l'objectivité scientifique, du résultat chiffré, et mieux encore, produit par l'ordinateur ! Bien des mécanismes, des possibilités de manipulation sont cachées derrière cette prétendue objectivité. *Le Quotidien du Peuple* en ouvre le dossier.

Par Eric BRÉHAT

### De la théorie des probabilités à la technique des sondages

La théorie des probabilités vise à l'élaboration de modèles mathématiques permettant d'analyser des phénomènes répétés un grand nombre de fois. Ces premiers éléments furent établis au 17<sup>e</sup> siècle par Pascal, dans le cas le plus simple : celui où la répétition d'un phénomène n'a lieu qu'un nombre limité de fois. C'est par exemple l'étude des chances (on dit alors « probabilité ») de gagner au jeu de dés, ou d'obtenir une « donne » particulière au jeu de cartes. La théorie a commencé à s'affiner avec les « lois des grands nombres », dont l'étude a été entamée par Bernoulli. Buffon s'était livré à des expériences systématiques : en lançant une pièce 4 040 fois, il avait obtenu 2 048 faces et 1 992 piles. Les pourcentages respectifs étaient donc de 50,69 % et 49,31 %. La loi des grands nombres qui rend compte de ce phénomène (le tirage d'une pièce) dit qu'il y a 95 chances sur cent que le pourcentage de pile ou de face soit compris entre 48,4 % et 51,6 %. Cette loi, dite de Laplace-Gauss, est donc un bon modèle de ce phénomène. Il en existe bien d'autres, et elles sont la base de tout sondage.

Le principe d'un sondage est d'évaluer une caractéristique

d'une population importante (par exemple la population de la France, mais le terme peut aussi s'appliquer aux pièces fabriquées par une machine en une journée) en ne le recensant que sur un échantillon limité. Supposons que l'on veuille connaître la proportion de blonds en France. Une enquête faite sur 3 000 personnes prises au hasard donne 25 % de blonds. Les lois des grands nombres indiquent que la proportion exacte de blonds dans toute la France a 95 chances sur cent d'être comprise entre 24 % et 26 % (cet intervalle est appelé la fourchette ou intervalle de confiance). C'est la théorie des probabilités qui aura indiqué que pour obtenir cette précision, il fallait un échantillon de 3 000 personnes, « prises au hasard ».

### Le choix de l'échantillon

Il est malheureusement à peu près impossible de choisir 3 000 personnes vraiment au hasard. Interroger les gens dans la rue reviendrait à ne considérer que ceux qui sortent dans la rue. Tirer des noms au hasard des listes électorales élimine certaines fractions de la population : jeunes, immigrés. Les Instituts de sondages ont donc recours à divers procédés pour constituer leur échantillon, de façon à ce qu'il n'introduise pas de trop grandes distorsions par rapport à la population globale. De ce fait,

la théorie probabiliste ne peut pas s'appliquer en toute rigueur aux sondages, puisqu'elle suppose l'existence d'échantillons pris au hasard. La qualité d'un Institut de sondage se mesure donc en partie à sa capacité à obtenir de bons échantillons.

● **La méthode aléatoire** : dans le cas où la population à étudier est relativement homogène. Il est possible de se rapprocher du cas idéal. Pour un sondage, sur les achats des familles à effectuer dans une banlieue ouvrière, on fixera un itinéraire aux enquêteurs (à partir d'un point donné, prendre la première rue à droite, puis...) au cours duquel il devra interroger une famille sur dix. Ce procédé demande beaucoup d'enquêteurs et du temps (en cas d'absence, il faut revenir). Elle est donc chère. Aussi les instituts lui préfèrent d'autres méthodes, bien qu'en théorie, ce soit la seule qui autorise l'utilisation des lois probabilistes.

● **La méthode des quotas**. À partir de l'analyse des résultats du dernier recensement (ou des listes électorales), on définit un certain nombre de critères (une « typologie »), de la population à étudier : par exemple, il y a 52 % de femmes, 40 % de moins de 30 ans, 35 % d'ouvriers... On divise alors la France en huit régions, dans lesquelles le nombre de personnes à interroger sera proportionnel à la population de chacune. Des points d'enquête sont pris dans chaque région, et les enquêteurs doivent y rencontrer 52 % de femmes, 40 % de moins de 30 ans... Bien appliquée, cette méthode, devrait donner, grâce à un échantillon reconstituant à échelle réduite la population globale, de meilleurs résultats que la méthode aléatoire. Cependant on ne peut pas estimer mathématiquement la fourchette des résultats. Aussi prend-on celle que donnerait la méthode aléatoire.

● **La méthode des panels** : Elle consiste à établir une liste nominative de personnes qui seront interrogées régulièrement, et au besoin rémunérées pour ce service. Régulièrement, le panel est renouvelé. Son élaboration peut se faire par la méthode des quotas, ou par des procédés qui relèvent plus du fichage que de la science : pour les panels de consommateurs, on peut relever systématiquement les listes de carte crédit, ou de personnes payant par chèques. Une personne peut alors être pressentie en croyant qu'elle a été choisie au hasard, alors qu'il n'en est rien. Certaines entreprises se sont d'ailleurs spécialisées dans

### Le nombre de personnes interrogées

Paradoxalement, la « taille » de l'échantillon à constituer, c'est-à-dire le nombre de personnes à questionner, dépend peu de l'effectif de la population globale. Autrement dit, des échantillons de 2 000 personnes donneront des résultats aussi précis pour la population d'une ville, d'un pays de 5 millions ou de 250 millions d'habitants. Par contre, la fourchette, si importante pour des élections majoritaires, par exemple, dépend directement de la taille de l'échantillon. On estime que le seuil minimum est de 400 personnes. Un échantillon de 1 000 personnes, taille très fréquemment retenue, donnera une fourchette de 4 %. En admettant que l'échantillon ne comporte pas de biais, du fait de sa composition, une chose reste sûre : la présentation de résultats sous la forme « 52 % des français pensent que... » est frauduleuse. On peut dire, au mieux : « Il y a 95 chances sur cent que le pourcentage de français répondant de telle façon à telle question, soit compris entre 50 et 54 % ». Ceci pour un échantillon de 1 000 personnes.

la vente de fichiers pour panels.

Les indices d'écoute des chaînes de télévision, des stations de radio, sont établis par cette méthode, dont les résultats sont encore moins précis que ceux de la méthode précédente, en raison de l'accoutumance qui peut se produire chez les sondés.

Les contraintes de coûts font que bien souvent, l'une ou l'autre de ces méthodes ne peut être parfaitement appliquée. Aussi les échantillons réellement utilisés introduisent des distorsions, privilégiant telle ou telle caractéristique de la population (les paysans et les immigrés sont presque toujours sous-estimés). On appelle cette distorsion un « biais ». Les Instituts se font forts de « redresser » ces biais. Ils affectionnent particulièrement les élections, car celles-ci leur permettent de comparer sondage et réalité, et donc de « redresser » leurs échantillonnages.

### De l'abus à l'escroquerie

Comme on l'a vu, la taille de l'échantillon est déterminante pour la précision des résultats. Ce fait commence, depuis que les Instituts de sondages font publier la date de leur enquête et le nombre de personnes interrogées, à être connu.

Un sondage du *Matin*, publié les 27 et 28 octobre montre qu'avec un échantillon normal, on peut cependant tromper le lecteur. Il s'agissait d'une étude sur les syndiqués CGT et CFDT présentée comme un sondage sur ce sujet, mais faite en réalité à partir de données recueillies dans un sondage antérieur, auprès d'un échantillon de 3 000 Français. L'étude n'a pas porté sur un échantillon national. Les

résultats publiés l'ont été sur la foi de 350 personnes interrogées (250 CGT et 100 CFDT), ce qui ne permet pas d'analyse sérieuse. La répartition entre les syndicats donnée par le *Matin* était pour le moins abusive, et lorsque, à l'intérieur des syndicats, l'enquête prétendait donner des « tendances profondes », l'abus le cédait à l'escroquerie. Les syndicalistes de la SOFRES (qui effectue le travail de Louis Harris) ont d'ailleurs protesté auprès de la direction du journal. Le *Matin* s'est bien gardé de publier la lettre, et a répondu aux syndicalistes (sur papier à en-tête du *Nouvel Observateur*) qu'ils n'y connaissaient rien...

Dans le même genre, le *Monde de l'Éducation* a publié un sondage sur les enseignants, comportant entre autre une analyse de l'influence des syndicats enseignants, de leurs tendances, et des clivages politiques au sein même de ces tendances. Un rapide calcul montre que le nombre de sondés appartenant à la FEN était de l'ordre de 230 (insuffisant pour pousser l'analyse plus loin). Les résultats sur la répartition des tendances dans la FEN sont d'ailleurs parfaitement contradictoires avec les votes des Congrès, ce que le commentateur a bien de la peine à expliquer. Mieux encore : *Le Monde de l'Éducation* s'est permis de donner des pourcentages sur les opinions des adhérents, de la tendance École Émancipée, dont l'échantillon devait comporter à peu près 28 éléments. Il n'est pas besoin de connaître la théorie des probabilités pour se douter qu'on ne peut rien tirer d'un sondage fait sur 28 personnes !

La SOFRES, dont la direction se taroue de la plus grande rigueur, n'a pas jugé bon de faire part aux lecteurs du *Monde de l'Éducation* de ces remarques.